

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'INTERVENTION FORCÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 7 juin 1907, à 2 heures.

PAR

P. RICHARD

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. PLANIOL, professeur.} \\ \text{TISSIER, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'INTERVENTION FORCÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences juridiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 7 juin 1907, à 2 heures.

PAR

P. RICHARD

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants : } MM. PLANIOL, professeur.
TISSIER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, Rue Monsieur-le-Prince, 26

—
1907



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Les progrès sans cesse croissants de la civilisation ont, en augmentant le développement des relations juridiques, créé des affinités telles entre les individus, qu'un procès dont l'issue semble n'intéresser au premier abord que ceux qui y sont parties, a souvent de graves répercussions dans le patrimoine de tiers qui y sont restés étrangers. L'article 1351 du Code civil restreint, il est vrai, aux parties en cause l'autorité due au jugement et la présomption de vérité qui lui est reconnue, les tiers pouvant toujours se retrancher derrière la maxime : *Res inter alios judicata aliis neque nocere neque prodesse potest*, mais ce principe d'équité est souvent insuffisant pour sauvegarder leurs droits d'une manière efficace. Il peut se faire en effet qu'un tiers ait des prétentions personnelles à faire valoir au cours du litige, que la qualité ou le droit que s'arroege l'un des plaideurs lui appartienne, en un mot que la décision à intervenir

soit de nature à lui préjudicier, sinon directement, du moins indirectement : on peut citer comme se trouvant dans ce cas, le créancier d'une des parties en cause qui verra l'étendue de son gage se modifier suivant que son débiteur succombera ou gagnera son procès, et d'une façon générale tous ceux qui sont intéressés à la solution du litige à raison de la communauté d'intérêts qui existe entre eux et l'un des plaideurs, ou de la responsabilité légale ou conventionnelle qui leur incombe à son égard.

Aussi le législateur pour suppléer à l'insuffisance de l'article 1351 du Code civil et protéger d'une façon complète les droits des tiers ainsi menacés, a-t-il mis à leur disposition deux moyens bien différents dans leur nature et dans leurs caractères, mais destinés l'un et l'autre à éviter qu'un jugement ne porte préjudice à ceux qui n'y sont pas parties : un moyen préventif, l'intervention, et un moyen réparateur, la tierce opposition.

La tierce opposition est le recours que prend contre un jugement ou un arrêt qui préjudicie à ses droits, une personne qui n'y a pas figuré et n'y a pas été appelée quoique devant l'être.

A côté de ce moyen réparateur, les tiers peuvent user d'un moyen préventif : ils peuvent, lorsqu'ils apprennent que se déroule une instance où leurs droits peuvent être compromis, y intervenir, c'est-à-dire s'y rendre parties, soit pour prendre le fait et

cause de l'un des plaideurs, soit pour y défendre leurs propres intérêts. C'est l'intervention volontaire ou active organisée par les articles 339 et suivants du Code de procédure civile.

La voie de l'intervention présente sur celle de la tierce opposition des avantages multiples qui résultent avant tout de ce fait que la première constitue un moyen préventif tandis que la seconde n'est qu'un moyen réparateur : il vaut toujours mieux quand on le peut, empêcher l'accomplissement d'un fait préjudiciable, que chercher à en neutraliser après coup les conséquences fâcheuses. Mais ce qui fait surtout la supériorité de l'intervention c'est qu'elle est accordée beaucoup plus facilement que la tierce opposition : pour pouvoir intervenir dans un procès, il suffit, d'après la doctrine et la jurisprudence, d'avoir intérêt et qualité, tandis que pour avoir le droit d'attaquer un jugement par tierce opposition, il faut prouver qu'on est un tiers, c'est-à-dire qu'on a été ni partie ni représenté au procès, qu'on aurait dû y être appelé et qu'on a subi un préjudice. Enfin l'intervention a le très grand avantage de terminer toutes les difficultés d'un seul coup : au contraire la tierce opposition qui est possible pendant trente ans à dater du jour du jugement remettra en discussion des questions qui semblaient définitivement tranchées, et apportera souvent de regrettables perturbations dans les fortunes.

C'est à raison des nombreux inconvénients inhérents à la tierce opposition dont la suppression a été demandée par d'éminents jurisconsultes, que les tribunaux, en attendant qu'une réforme législative réalise ce souhait, ont créé, en se fondant sur les principes généraux, un moyen de droit sur lequel notre Code de procédure est muet, l'intervention forcée ou passive.

Lorsque deux individus sont en procès, la jurisprudence leur reconnaît le droit d'assigner toute personne ayant intérêt au débat, pour éviter qu'elle ne prétende plus tard que le jugement est pour elle *res inter alios acta*, et qu'elle ne l'attaque par la tierce opposition. Celui qui est l'objet d'une pareille demande est obligé de comparaître pour devenir partie à l'instance : de là le nom d'« intervention forcée » adopté par la doctrine et la jurisprudence pour distinguer ce moyen de droit de l'intervention volontaire, la seule dont se soit occupée le législateur.

L'expression d'intervention forcée réunit sous une même qualification deux institutions juridiques différentes : la mise en cause et l'assignation en déclaration de jugement commun. L'intervention forcée prend plus spécialement le nom de mise en cause lorsqu'elle est dirigée contre un tiers pour le faire condamner personnellement ; l'assignation en déclaration de jugement commun a simplement pour but d'étendre à ce tiers l'autorité du jugement à interve-

nir et prévenir de sa part une tierce opposition.

La mise en cause se présente le plus souvent sous la forme d'appel en garantie : c'est le fait par une partie à un procès d'assigner un tiers obligé de la protéger contre les attaques dont elle est l'objet pour le forcer à intervenir pour prendre sa défense, et dans certains cas même, prendre sa place au procès. L'appel en garantie est le seul cas d'intervention forcée qui soit prévu et réglé par notre Code de procédure qui y a consacré les articles 175 à 186 au titre des incidents. Ce Code est muet au contraire sur les autres formes d'intervention forcée.

Nous laisserons de côté dans cette étude l'appel en garantie qui ne soulève que des difficultés de détail, pour nous borner à étudier l'assignation en déclaration de jugement commun dont la légitimité soulève, surtout lorsqu'elle est exercée pour la première fois en degré d'appel, de graves objections.

Avant d'examiner le fonctionnement et la justification de l'intervention forcée, jetons un rapide coup d'œil sur notre ancien droit : cette institution qui est l'objet d'une application constante depuis le Code de procédure était-elle connue avant lui ?

L'ordonnance de 1667 sur la procédure qui a été en vigueur jusqu'en 1806, et à laquelle les rédacteurs de notre Code ont souvent puisé, est muette sur l'intervention forcée. L'intervention volontaire fait l'objet du titre 11 de l'ordonnance et réglemente les

privilèges de *commitimus*, objet dans notre ancien droit de si nombreux et choquants abus grâce aux interventions mendrées, mais nulle disposition ne règle ni ne proscriit l'intervention forcée. Les recueils d'arrêts de l'ancien droit les plus importants, ceux de Denizart (*Collection de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence*, 1771), de Guyot (*Répertoire raisonné de jurisprudence*, 1784-85), de Ferrière (*Dictionnaire du droit et de la pratique*, 1779), ne rapportent aucune décision relative à l'intervention forcée. Le même silence se retrouve chez les principaux commentateurs de l'ordonnance de 1667, Bornier, Jousse, Boutaric, Serpillon: ils traitent avec beaucoup de détails de l'intervention volontaire, mais ne disent pas un mot de l'intervention forcée.

Doit-on conclure de là que l'intervention forcée était un moyen de droit ignoré sous l'empire de l'ordonnance de 1667 ? Il faut se garder de l'affirmer trop vite. A une époque où la science juridique n'était que peu développée on s'explique aisément ce silence: les recueils d'arrêts de l'ancien droit, d'une valeur bien inférieure à celle des recueils qui se publient aujourd'hui, contenaient de nombreuses imperfections et omissions; d'autre part les auteurs que nous venons de citer n'ayant fait le plus souvent que paraphraser l'ordonnance article par article on comprend qu'ils n'aient pas songé à parler

d'une institution dont ils ne trouvaient aucune trace dans les textes qu'ils commentaient.

Il est cependant certain que loin d'être ignorée avant la promulgation du Code de 1806, l'intervention forcée était d'un usage courant : il suffit pour le prouver de citer Rodier, qui, dans ses *Questions sur l'ordonnance de 1667* un des meilleurs ouvrages de procédure de l'ancien droit, s'exprime ainsi (page 152) : « Il faut distinguer deux sortes de demandes en intervention qu'on pourrait appeler actives ou passives, savoir : les passives quand une tierce personne est assignée pour intervenir dans un procès déjà pendant, et les actives quand une tierce partie vient d'elle-même demander à être reçue à intervenir dans un procès déjà pendant entre d'autres. L'intervention passive peut être formée tant en première instance qu'en appel et en tout état de cause. Son mérite dépend de l'intérêt que la tierce personne peut avoir dans le procès déjà pendant, car si on assigne une nouvelle partie dans un procès déjà pendant, non seulement elle se fera relaxer de l'assignation si elle déclare ou montre qu'elle n'a aucun intérêt dans le procès, mais encore l'autre partie qui était déjà dans le procès, pourra faire rejeter cette assignation en intervention sans attendre que les délais en soient échus, si elle montre que la partie nouvellement assignée n'a point d'intérêt dans le procès et qu'on peut le juger sans cela. »

On peut donc dire, en s'appuyant sur l'autorité de Rodier, que l'intervention forcée fonctionnait dans notre ancien droit à côté de l'intervention volontaire, la seule qu'ait prévue l'ordonnance de 1667 : il ne semble même pas que la légitimité de cette institution créée par la pratique ait soulevé le moindre doute, bien que très largement accordée cependant, puisque Rodier nous dit que possible en appel comme en première instance, elle était subordonnée à la seule condition que le tiers intervenant fût intéressé à la solution au litige.

Il n'y a pas comme on pourrait le croire un intérêt purement historique qui se rattache à la question que nous venons d'examiner : nous verrons en effet que pour justifier l'assignation en déclaration de jugement commun, les tribunaux et la doctrine se sont souvent appuyés « sur une tradition constante et bien antérieure du Code ». Il était donc indispensable de bien montrer le fonctionnement de l'intervention forcée dans l'ancien droit.

Les rédacteurs du Code de procédure se sont donc trouvés en présence de deux institutions : l'intervention volontaire et l'assignation en déclaration de jugement commun. Pourquoi ont-ils posé des règles pour la première et non pour la seconde ? Est-ce un oubli de leur part ou au contraire la preuve qu'ils ont entendu proscrire l'intervention forcée ? Les travaux préparatoires ne nous donnent malheureu-

sement aucun éclaircissement sur ce point. Treilhard dans son exposé des motifs ne prononce pas même le mot « intervention » et le tribun Perrin dans son rapport au corps législatif le 14 avril 1806 indique les raisons qui ont fait adopter les dispositions relatives à l'intervention volontaire mais il ne dit rien de l'intervention forcée.

Le but de cette étude est d'examiner à quelle utilité correspond la demande en déclaration de jugement commun et si la jurisprudence en en faisant usage en l'absence de textes qui l'autorisent, n'a pas dépassé ses pouvoirs qui consistent essentiellement à appliquer la loi et non à la modifier quelque regrettable que puisse être son silence.

Nous diviserons notre travail de la façon suivante: après avoir donné quelques notions générales sur l'intervention forcée nous étudierons son fonctionnement en première instance et en appel, et les critiques qu'elle soulève, surtout lorsqu'elle est ordonnée d'office par le juge. Nous examinerons en dernier lieu les législations étrangères et les projets de révision du Code de procédure sur ce point.

CHAPITRE PREMIER

UTILITÉ, NATURE ET CARACTÈRES DE LA DEMANDE EN DÉCLARATION DE JUGEMENT COMMUN.

Si conformément à l'opinion qui domine en jurisprudence et en doctrine, on restreint en première instance comme en appel, la faculté d'assigner un tiers en déclaration de jugement commun au cas où ce tiers aurait le droit de former tierce opposition au jugement à intervenir, on s'aperçoit aisément que cette façon de procéder présente de multiples avantages : il y a une double économie de temps et de frais et possibilité d'éviter une contrariété de jugement.

Pour les parties principales les avantages de l'intervention forcée sont évidents : en mettant un tiers en cause pour éviter sa tierce opposition, les droits de tous les intéressés seront fixés en une seule fois, sans que les plaideurs originaires aient à redouter que leurs droits ne soient remis en discussion,

beaucoup plus tard peut-être, par le recours exercé contre le jugement intervenu par un tiers qui n'y aurait pas été partie.

La personne assignée en déclaration de jugement commun a tout intérêt, elle aussi, à voir ses droits discutés dès à présent au lieu d'attendre que le jugement soit prononcé pour l'attaquer par la tierce opposition. En effet cette voie de recours extraordinaire est soumise à d'étroites conditions auxquelles la personne qui veut en user doit prouver qu'elle satisfait, et, aux termes de l'article 479 du Code de procédure, si sa demande est rejetée, indépendamment d'une amende de 50 francs dont elle est toujours passible, elle pourra être condamnée à des dommages-intérêts. D'un autre côté, les moyens de preuve dont elle disposait, les témoins qu'elle aurait pu faire entendre pour appuyer ses prétentions sont peut-être disparus au moment où elle formera sa tierce opposition. L'intervention volontaire a été créée pour obvier à ces inconvénients et l'intervention forcée remplit le même but : qu'un tiers intéressé à la solution d'un litige y devienne partie volontairement ou parce qu'il y est forcé, cette façon de procéder sera toujours plus avantageuse pour lui que la tierce opposition. Qu'on n'objecte pas que le tribunal où est pendante la demande principale devant connaître de l'intervention forcée qui n'en est qu'un incident, il y aura pour le tiers contre qui elle est dirigée l'inconvénient

de se voir privée de ses juges naturels toutes les fois qu'il sera domicilié dans un lieu autre que celui où siège le tribunal qui va être appelé à le juger ; cette critique n'est pas exacte, car s'il avait usé de son droit d'intervention et qu'il fût volontairement devenu partie à l'instance, ou qu'au contraire il l'eût laissée se dérouler sans lui et qu'il eût ensuite attaqué le jugement par tierce opposition, ses droits eussent été précisément, dans un cas comme dans l'autre, débattus devant le tribunal où l'intervention forcée va l'obliger à plaider. « L'assignation en déclaration de jugement commun, dit M. Garsonnet (tome III, n° 958), n'a point d'inconvénients car ce n'est pas une surprise pour le défendeur qui est assigné par ajournement suivant la forme ordinaire ; elle a de grands avantages, car en rendant la décision à intervenir commune entre le défendeur et les parties déjà en cause, elle empêche ce défendeur d'y former tierce opposition et de prétendre que la chose jugée soit *res inter alios acta*. » Enfin au point de vue social l'intervention forcée aboutit à d'excellents résultats : elle diminue le nombre des procès en supprimant un circuit d'actions et évite des contrariétés de jugements qui ne peuvent que nuire au bon fonctionnement de la justice et au respect qui lui est dû.

Les tribunaux ont maintes fois reconnu l'utilité de l'assignation en déclaration de jugement commun et se sont même souvent bornés à en énumérer les

avantages à défaut d'arguments juridiques pour en légitimer l'emploi. C'est ainsi que la Cour de Grenoble en admettant une intervention forcée dit : « Qu'il est préférable qu'un tiers auquel une décision de justice peut préjudicier soit forcé d'intervenir au procès sans frais appréciables, au lieu qu'il soit obligé, après la décision rendue, d'employer la voie plus coûteuse de la tierce opposition pour remédier aux inconvénients dommageables pour lui d'une sentence prononcée alors qu'il n'était point en cause ; que les magistrats, auxquels ce tiers peut exposer les motifs de décision qui lui sont personnels, sont mieux éclairés sur les circonstances du litige tout entier. » (Grenoble, 13 juillet 1897. D. P. 1898. 2.39).

Il est un auteur, cependant, qui s'est élevé contre l'utilité de la demande en déclaration de jugement commun : c'est M. Van Boneval Faure, professeur à la Faculté de Leyde, qui, dans un article inséré dans la *Revue critique de législation* (1888, page 462) conteste non seulement, comme nous le verrons plus loin, la légitimité de ce moyen de droit, mais se refuse même à lui trouver quelque utilité. Il n'a pas l'avantage, prétend-il, de procurer une économie de temps et de frais « car il y a en matière de procédure de nombreux cas où en prétendant simplifier on donne lieu à des complications ». On ne peut nier certainement que la présence d'une nouvelle partie au

procès va en élargir la sphère et le compliquer quelque peu, mais cela suffit-il pour refuser toute utilité à l'intervention forcée? Evidemment non, car on pourrait faire le même reproche à toutes les demandes incidentes, à l'appel en garantie par exemple, dont personne ne s'onge à contester l'utilité.

L'intervention forcée présente un double caractère suivant qu'on l'envisage à l'égard des parties principales ou à l'égard du tiers intervenant : demande incidente vis-à-vis des premiers, elle est au contraire principale à l'égard du second.

Par rapport aux parties principales, l'intervention forcée est toujours une demande incidente puisqu'elle se rattache à une instance préexistante, et de ce caractère découlent d'importantes conséquences. Par application du principe *Accessorium sequitur principale*, le sort de l'assignation en déclaration de jugement commun sera subordonné à celui de la demande principale : ce sera le tribunal devant lequel celle-ci est pendante qui connaîtra de l'intervention forcée et il sera indispensable que la demande principale soit toujours subsistante ; si elle est déclarée non recevable, par exemple parce qu'il s'est glissé quelque vice de forme dans l'exploit introductif d'instance ou parce qu'elle a été formée devant un tribunal incompétent, l'intervention forcée tombera avec elle.

A l'égard du tiers contre qui elle est dirigée, l'in-

tervention est au contraire une demande principale ; elle devra donc, conformément au droit commun, être introduite par voie d'ajournement, mais n'étant pas introductive d'instance, elle sera dispensée du préliminaire de conciliation. Enfin elle constitue l'intervenant défendeur et par suite, s'il est étranger, la caution *judicatum solvi* ne saurait être exigée de lui.

La demande en intervention forcée peut être introduite par n'importe laquelle des parties en cause, aussi bien par le demandeur que par le défendeur : c'est ainsi que la Cour de cassation a jugé qu'un défendeur qui a formé une demande reconventionnelle peut appeler les tiers en déclaration du jugement commun. Mais une personne ne peut se refuser à plaider avec une autre sous prétexte qu'elle n'aurait pas mis en cause telle autre personne qu'elle voudrait y voir. C'est ce qu'a décidé la Cour d'Alger : « On ne saurait admettre qu'une partie assignée en indemnité pour dommages causés sur une propriété immobilière, pour un fait dont elle est personnellement responsable, pût s'exonérer des conséquences de cette responsabilité à l'égard de celui qui est fondé en titre et en possession, en alléguant que l'auteur de l'indemnitaire, qu'il n'aurait pas appelé en cause et dont il ne serait ni l'ayant droit ni le représentant à quelque titre que ce soit, a, sur ledit immeuble un droit quelconque d'usufruit ou de servitude. »

(Alger 25 janvier 1876, D. P. 1876. 2.59.) C'était à la personne assignée en paiement d'indemnité à mettre en cause l'auteur du demandeur pour que le jugement fût commun à l'un et à l'autre.

CHAPITRE II

DE L'INTERVENTION FORCÉE EN PREMIÈRE INSTANCE

I. — **Qui peut-on forcer à intervenir ?** — Le but de l'intervention forcée consistant essentiellement à rendre opposable à un tiers le jugement qui terminera un procès où ses droits peuvent être compromis, il est évident qu'on ne peut assigner à cette fin une personne « tellement étrangère au procès, que la décision à intervenir ne pût la toucher ni près ni loin » (Garsonnet) ; les frais de cette mise en cause inutile incomberaient comme frais frustratoires à celle des parties principales qui l'aurait provoquée. D'autre part, les parties en cause pouvant seules être interrogées sur faits et articles et le témoignage des tiers devant être reçu suivant la forme ordinaire des enquêtes, s'il était prouvé que l'une des parties n'a mis un tiers en cause que pour pouvoir l'interroger sur faits et articles, cette mise en cause serait certainement irrecevable.

Mais en dehors de ces cas qui ne soulèvent aucune difficulté, qui peut-on forcer à intervenir dans une instance ? Peut-on assigner en déclaration de jugement commun toute personne qui a intérêt au débat et par suite le droit d'y intervenir, ou seulement celle qui pourra attaquer le jugement par la tierce opposition ? La question est controversée en doctrine et en jurisprudence.

D'après une première opinion qui n'a réuni que très peu de suffrages, on doit admettre l'intervention forcée dans des conditions très larges et reconnaître aux parties en cause le droit d'en faire usage contre tous ceux qui pourraient intervenir volontairement à l'instance : « L'intervention forcée, dit Dalloz, est la conséquence de l'intervention volontaire, les deux droits sont corrélatifs. » Carré (question 1271) se prononce d'une façon moins nette, mais il semble bien cependant adopter la même opinion, puisqu'il cite comme un des cas où l'intervention forcée est possible, celui où elle est dirigée contre un tiers pouvant attaquer le jugement par la tierce opposition. Quelques tribunaux se sont aussi prononcés en ce sens : « C'est à tort, dit la Cour d'Orléans, que l'on soutient qu'on ne peut forcer un tiers à intervenir dans un procès où il n'est pas partie qu'autant qu'il serait recevable à former tierce opposition, car c'est seulement en appel que, d'après l'article 466 du Code de procédure civile, l'intervention n'est permise qu'à

celui qui aurait le droit de former tierce opposition. » (Orléans, 18 juin 1853, D. P. 1854. 5. 448.) La Cour de Pau décide également « que lorsqu'une partie a le droit d'intervenir dans une instance, il existe pour les intéressés un droit corrélatif de l'appeler dans cette instance même contre volonté. » (Pau, 16 novembre 1885, D. 86. 2. 278.)

Nous ne croyons pas devoir adopter cette opinion qui se fonde sur cet argument que l'intervention forcée n'étant réglée par aucun texte, il y a lieu de lui appliquer ceux qui ont trait à l'intervention volontaire : or, l'article 466 décide que seuls peuvent intervenir en appel ceux qui ont le droit de former tierce opposition à l'arrêt à rendre, mais pour l'intervention en première instance il n'existe aucune limitation semblable, il suffit d'avoir intérêt et qualité. Par conséquent, de même qu'on applique à l'intervention forcée en appel l'article 466, de même on doit admettre, en s'appuyant sur l'article 339, que l'on peut, en première instance, forcer à intervenir toute personne qui a intérêt au débat. C'est ce que dit la Cour de Poitiers : « A la différence de l'intervention en cause d'appel, qui, aux termes de l'article 466 du Code de procédure, ne peut être reçue que de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce-opposition, l'intervention en première instance n'est soumise par l'article 339 du dit Code qu'à la condition que l'intervenant justifie d'un intérêt dans le

débat dont le tribunal est saisi, intérêt qu'il appartient au juge d'apprécier; que la dame R... eût été fondée à intervenir spontanément, que par un droit corrélatif, B... a pu valablement l'appeler à l'instance même malgré sa volonté, afin de faire déclarer commun avec elle le jugement à intervenir. » (Poitiers, 4 novembre 1889. *Gaz. Palais*, 1889. 2. 559.)

Cette argumentation n'est pas péremptoire, car elle part d'un point de vue inexact, à savoir, que les textes relatifs à l'intervention volontaire doivent s'appliquer à l'intervention forcée: nous avons vu en examinant les travaux préparatoires du Code de procédure, que les rédacteurs de ce Code, en édictant les dispositions des articles 339 et suivants, n'ont eu en vue que l'intervention volontaire et ne se sont nullement occupés de l'intervention forcée. Admettre l'assignation en déclaration de jugement commun en dehors du cas où elle est dirigée contre celui qui pourrait former tierce-opposition, c'est enlever à cette institution non seulement la plus grande partie de son utilité, mais aussi, comme nous le verrons plus loin, la base la plus sérieuse sur laquelle on puisse s'appuyer pour en prouver la légitimité.

Seuls donc peuvent être mis en cause les tiers qui auraient le droit de former tierce-opposition au jugement. Mais quels sont parmi les tiers ceux qui

peuvent user de la tierce-opposition ? Cette question soulève de graves difficultés dans l'examen desquelles nous n'entrerons pas : nous nous bornerons à indiquer celle des solutions qui nous paraît la plus conforme à l'esprit de la loi.

L'article 474 du Code de procédure dit simplement « qu'une partie peut former tierce-opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, et lors duquel ni elle ni ceux qu'elle représente n'ont été appelés. » Il y a en réalité, sous cette même dénomination de tierce-opposition, deux voies de recours bien différentes dans leur nature et leurs caractères et que l'on a proposé d'appeler, pour les distinguer l'une de l'autre, tierce-opposition ordinaire ou proprement dite, et tierce-opposition extraordinaire.

La tierce-opposition extraordinaire est l'action accordée aux créanciers pour faire tomber les jugements dans lesquels leur débiteur a agi en fraude de leurs droits. Ces créanciers peuvent en outre intervenir s'ils le jugent utile, pour éviter toute collusion entre leur débiteur et son adversaire, mais ils ne peuvent être forcés d'intervenir, car, comme le dit M. Tissier (page 231) : « les créanciers d'une des parties ne peuvent être astreints à répondre à une assignation en déclaration de jugement commun ; elle ne saurait se comprendre, d'ailleurs, puisque juridiquement le jugement sera commun avec eux, sauf le cas de fraude et que, jusqu'à ce que la fraude

existe, ils ne forment pas une personne distincte de leur représentant. »

La tierce-opposition proprement dite est la voie de recours ouverte aux tiers pour attaquer un jugement auquel ils n'ont été ni parties, ni représentés, et qui leur cause préjudice. C'est ici que surgissent les difficultés et les controverses, pour déterminer quelles sont les conditions que doivent remplir les tiers qui veulent attaquer un jugement par la tierce-opposition. Nous dirons simplement, qu'adoptant sur ce point la théorie de M. Tissier, nous croyons que seuls, peuvent former tierce-opposition à un jugement, ceux qui n'ont été ni parties ni représentés au procès, alors qu'ils auraient dû être appelés, et qui ont souffert un préjudice dans leur droit par suite du jugement rendu : ce sont ces mêmes personnes, et celles-là seules, qui pourront être assignées en déclaration de jugement commun.

La plupart des auteurs adoptent cette solution et décident que l'intervention forcée n'est possible, en première instance, qu'à l'égard de celui qui pourrait attaquer le jugement par la tierce-opposition. « On peut exercer cette action, dit Beniat Saint-Prix (tome I, page 351) contre toute personne qui aurait le droit de former tierce-opposition au jugement qu'on espère obtenir dans la cause principale. » Bonnier (page 291) décide également que « cette voie ne saurait avoir lieu que vis-à-vis d'une partie ayant

qualité pour employer ultérieurement la tierce-opposition. » Bonceme dit aussi « qu'elle a pour but d'éviter qu'une personne puisse attaquer par la tierce-opposition un jugement qui lui serait étranger. » M. Garsonnet enseigne de son côté « qu'on ne peut assigner en déclaration de jugement commun qu'une personne qui aurait le droit de former tierce-opposition au jugement. »

La jurisprudence s'est maintes fois prononcée en ce sens, et les tribunaux en admettant l'intervention forcée, l'ont restreinte au cas où elle est dirigée contre ceux qui pourraient former tierce opposition. C'est par application de ce principe qu'il a été reconnu : que le liquidateur d'une société qui intente une action contre un des associés peut mettre en cause les autres associés (Bourges 21 août 1871, D. P. 1873. 2. 34); qu'au cours de la demande en paiement d'indemnité intentée par un ouvrier victime d'un accident à son patron, ce dernier peut assigner son assureur en déclaration de jugement commun (Grenoble, 13 juillet 1897, D. P. 1898. 2. 38). La Cour de Pau rejette une demande en intervention forcée par les motifs suivants : « Attendu que s'il n'est pas contestable que l'on peut appeler en intervention forcée dans ces procès les personnes qui seraient fondées à se pourvoir contre la décision à intervenir par la voie de la tierce opposition, cette condition est indispensable pour qu'un tiers étran-

ger au procès soit obligé d'y prendre part ; qu'A... est absolument étranger au procès entre les parties, que la décision à intervenir ne pourrait lui porter aucun préjudice ou motiver de sa part un pourvoi par voie de tierce opposition, qu'on ne s'explique pas dès lors la mise en œuvre dont il a été l'objet » (Pau, 24 janvier 1887. D. P. 1888. 2. 278). Un arrêt récent de la Cour de cassation consacre définitivement cette théorie en décidant qu'on ne peut assigner en déclaration de jugement commun que ceux auxquels pourrait préjudicier le jugement à intervenir et qui par suite auraient le droit d'y former tierce opposition (Cass., 9 mars 1903, D. P. 1903. 1. 576).

Les projets de réforme du Code de procédure ne donnent pas à l'intervention forcée cette application restreinte, ils l'admettent au contraire d'une façon très large. Ainsi le projet de 1898 décida que : « Toute personne peut être assignée à la requête de l'une ou l'autre des parties pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir. » Cette solution est excellente en législation mais nous croyons qu'elle ne saurait être admise en l'état actuel des textes.

II. — **L'intervention forcée est-elle légitime ?** — Nous avons montré les avantages multiples que présente l'assignation en déclaration de jugement commun, mais comme il n'existe aucun texte qui l'autorise expressément, la jurisprudence en l'admettant, n'est-elle pas allée, sous prétexte d'équité, au delà de ses

pouvoirs, et n'a-t-elle pas empiété sur le rôle du législateur? En un mot, cette façon de procéder est-elle licite?

Si on examine les arguments invoqués par les tribunaux pour justifier l'intervention forcée, on s'aperçoit que ces arguments ne sont guère péremptoirs; l'utilité, les avantages multiples de cette institution qui rend plus rares les tierces-oppositions, sont sans cesse énumérés, mais les raisons qui en légitiment l'emploi en l'absence de textes font à peu près défaut. Et cela s'explique facilement: la jurisprudence s'est trouvée en présence d'une institution traditionnelle existant déjà, comme nous l'avons vu, sous l'empire de l'ordonnance de 1667 et que les rédacteurs du Code de 1806 n'avaient pas semblé vouloir abroger. Ainsi la Cour d'Orléans en admettant l'intervention forcée dit « que cette marche qui a l'avantage de faire éviter aux parties les frais et les lenteurs d'un second procès, n'est prohibée par aucune loi, qu'elle est donc régulière. » (Orléans, 18 juin 1853, D. P., 1854. 5. 448.) La Cour de Grenoble décide également « que le tiers qui pourrait intervenir dans un procès auquel il n'est point partie, qui aurait le droit de faire tierce-opposition, peut, en vertu du droit corrélatif de la partie litigante contre laquelle son droit d'intervention volontaire pourrait s'exercer, être contraint par cette partie d'intervenir pour que la décision à ren-

dre lui soit commune. » (Grenoble, 13 juil. 1897, D. P., 1898. 2. 39.)

La même insuffisance d'arguments se retrouve chez la plupart des auteurs : selon Beniat Saint-Prix : « L'intervention forcée dérive du grand principe de l'abréviation des procédures » (page 362). M. Garsonnet (t. III, n° 958) la justifie en disant que « malgré le silence du Code, la recevabilité de l'assignation en déclaration de jugement commun n'en est pas moins certaine », et à l'appui de son assertion, il invoque les avantages que présente cette façon de procéder. Dalloz (*Rép.*, v° *Intervention*, n° 142) la fait dériver « de la nature même des choses » et Bonfils (page 764) prétend que « les règles générales suffisent en l'absence de tout texte. » Rodière fournit un argument assez original « il n'y a pas, dit-il, à se préoccuper du silence du Code, l'intervention forcée constituant une demande principale, il ne pouvait en être question au titre des incidents. » Toutes ces raisons ne sont guère concluantes : elles montrent surtout, nous le répétons, que l'intervention forcée est utile, mais elles ne prouvent pas sa légitimité.

La doctrine et la jurisprudence s'appuient sur un argument qui n'a aucune valeur : l'assignation en déclaration de jugement commun est une institution traditionnelle que le législateur de 1806 n'a pas voulu abroger. Mais n'est-ce pas se mettre en contradic-

tion comme on l'a dit fort justement avec le dernier paragraphe de l'article 1041 du Code de procédure qui dispose que « toutes lois, coutumes, usages et règlements relatifs à la procédure civile seront abrogés. »

L'argument que fournit Boncenne est également facile à réfuter : l'intervention forcée est certainement un incident à l'égard des parties principales, et les projets de révision du Code de procédure la réglementent précisément au titre « des Incidents » à la suite de l'intervention volontaire. Et d'ailleurs, en admettant à la rigueur que l'intervention forcée ne constitue pas un incident, rien n'empêchait le législateur, s'il avait voulu la reconnaître, d'en régler les conditions sous un autre titre, ou même de lui consacrer un titre spécial.

L'assignation en déclaration de jugement commun est cependant parfaitement légitime, et pour le prouver on peut s'appuyer sur les deux arguments suivants : elle résulte en premier lieu des principes sur la connexité, et on peut dire ensuite qu'elle est pour les parties au procès un droit corrélatif à celui qui appartient aux tiers d'attaquer le jugement par la tierce-opposition.

Nous disons d'abord que les dispositions relatives à la connexité suffisent pour autoriser l'intervention. Sont connexes non seulement deux procès qui dérivent de la même cause, mais aussi ceux qui ont le même

objet. Ce principe posé, supposons que je revendique un immeuble contre Primus, et qu'au cours du procès j'assigne Secundus, son co-propiétaire, pour faire déclarer commun avec lui le jugement à intervenir : en quoi cette façon de procéder sera-t-elle insolite ? J'aboutirais en effet au même résultat en assignant Secundus en revendication au cours de ma première instance et sans conclure à ce que le jugement qui la terminera lui soit commun, mais en demandant simplement au tribunal de joindre les deux causes, à raison du lien intime qui les lie, pour se prononcer par un seul et même jugement sur le tout. C'est l'opinion adoptée par M. Glasson : « Aucune loi, enseigne-t-il, n'autorise directement l'intervention forcée, mais elle résulte implicitement des dispositions relatives à la connexité qui permettent de réunir deux demandes devant un même tribunal, par cela seul qu'elles ont un rapport intime entre elles. Cette connexité existe notamment, s'il s'agit d'un tiers, qui, dans le cas où il resterait étranger au procès, aurait le droit d'attaquer le jugement par la tierce opposition ou d'en décliner l'autorité par une fin de non recevoir. »

Nous disions ensuite que l'assignation en déclaration de jugement commun est un droit corrélatif de la tierce opposition, qu'elle n'en est que la conséquence. Mais pour pouvoir s'appuyer sur la tierce opposition pour prouver la légitimité de l'interven-

tion forcée, il faut admettre avec M. Tissier « que seul peut faire tierce opposition à un jugement, celui qui aurait dû y être appelé, c'est-à-dire, celui qui a relativement à la chose qui fait l'objet du procès un droit qui rendait sa présence nécessaire, qui lui attribuait le rôle de contradicteur dans l'instance. »

Ces arguments paraissent cependant tout à fait insuffisants à M. Van Boneval Faure, qui critique d'une façon très vive l'intervention forcée que rien ne saurait justifier. D'après lui, l'intervention forcée est une violation flagrante de la règle *Nemo invitus agere cogatur*, qui est un des principes essentiels de notre procédure. Un individu qui se voit lésé dans ses droits peut recourir à la justice pour faire cesser le dommage dont il est victime, mais il n'est pas forcé d'agir, il est seul juge de son intérêt. Il en est ainsi, à plus forte raison, lorsqu'il s'agit pour lui de sauvegarder ses droits dans une instance dont le jugement lui portera préjudice : il interviendra volontairement, ou bien, s'il le préfère, il attendra la fin du procès pour savoir si le jugement lui est préjudiciable et l'attaquer alors par la tierce opposition. Mais ces deux moyens sont pour lui absolument facultatifs, il pourra, s'il le préfère, redoutant les ennuis et les frais inhérents à tout procès, renoncer à agir par l'un ou l'autre procédé. Il lui restera toujours la ressource, si on vient l'attaquer en vertu

du jugement ou il n'a pas été partie, de repousser l'action par une fin de non recevoir tirée de ce que le jugement est pour lui *res inter alios acta*. « Il est parfaitement correct, dit M. Van Boneval Faure, quand on entre en litige avec un adversaire, de tâcher de lui enlever les armes dont il entend faire usage, de s'efforcer de réfuter à l'avance les arguments que l'on prévoit qu'il avancera, de lui casser les dents avant qu'il ne morde, comme on dit en Hollande ; mais que celui qui ne montre pas les dents, qui n'y pense même pas, soit appelé à se les faire arracher afin qu'il ne puisse pas nous attaquer, cela ressemble moins à la justice et à l'équité qu'à la transformation de la puissance en droit... La tierce opposition n'est-elle pas un moyen qui m'est accordé en même temps que d'autres pour la défense de mes droits ? L'intervention volontaire est un de ces moyens que la loi m'accorde. Il va de soi qu'il dépend de ma volonté de faire usage ou non de ce moyen, puisque c'est à moi seul de juger si je veux ou non défendre mes droits. Pour quelle raison dois-je être forcé exceptionnellement de faire usage de ce moyen déterminé ? »

Toute cette critique contient une grande part de vérité et est juste contre les auteurs qui, admettant que l'intervention forcée est un droit corrélatif de l'intervention volontaire, déclarent la première permise toutes les fois que la seconde est possible. Mais

si on restreint — opinion qui, nous l'avons vu, domine en doctrine et en jurisprudence — l'intervention forcée, au cas où elle est dirigée contre celui qui, ayant dû être appelé au procès pourrait attaquer le jugement par la tierce-opposition la règle *nemo invitus agere cogatur* n'est pas violée. « Lorsque, dit M. Tissier (page 236), dans le cours d'un procès, venant à apprendre l'existence sur l'immeuble en litige d'une hypothèque ou d'une servitude, ou venant à apprendre l'aliénation de cet immeuble par mon adversaire, j'assigne en déclaration de jugement commun le créancier hypothécaire, le titulaire de la servitude ou le nouvel acquéreur, je ne fais qu'intenter contre eux une action de droit commun. »

L'intervention forcée en première instance est donc non seulement une institution utile, mais aussi un moyen de droit légitime restreinte au cas où elle est dirigée contre celui qui pourrait former tierce-opposition au jugement à rendre : ce n'est qu'une application des règles de la connexité et la conséquence de l'admission dans nos lois de la tierce-opposition. Ce qui a jeté la confusion dans les esprits, et fait considérer ce moyen de procéder comme une atteinte à la règle d'après laquelle nul n'est forcé de faire valoir ses droits en justice, c'est l'expression d' « *intervention forcée* » employée pour le désigner par la doctrine et la jurisprudence : il ne s'agit pas pour le tiers qui est l'objet d'une pareille demande,

d'intenter malgré lui une action en justice, mais bien de défendre à une action de droit commun formée contre lui, et où il jouera non le rôle de demandeur, mais celui de défendeur.

CHAPITRE III

DE L'INTERVENTION FORCÉE EN APPEL

Peut-on, pour la première fois en appel, assigner en déclaration de jugement commun une personne qui aurait le droit de former tierce opposition à la décision à rendre ? Remarquons tout de suite qu'il n'y a pas lieu de se demander ici comme en première instance, si on peut mettre en cause toute personne qui a le droit d'intervenir ou seulement celle qui pourrait attaquer l'arrêt par la tierce opposition: en effet, en appel ne peut intervenir volontairement que celui qui a le droit de faire tierce opposition. C'est ce que décide l'article 466 du Code de procédure : « Aucune intervention ne sera reçue, si ce n'est de la part de ceux qui auraient le droit de faire tierce opposition. » Par conséquent, une personne qui a été partie en première instance et par suite ne pourrait former tierce opposition à l'arrêt à

rendre, ne saurait être appelée en déclaration d'arrêt commun. C'est ce qu'a décidé avec raison la Cour de cassation dans l'espèce suivante : un sieur C..., ayant été assigné conjointement avec la ville de Montpellier devant le tribunal de première instance de cette ville et ayant obtenu sa mise hors de cause, fut assigné par le demandeur originaire, au cours de l'instance d'appel, en déclaration d'arrêt commun ; la Cour de cassation décida que cette demande était irrecevable « car une personne ne peut former tierce opposition à un arrêt et par suite être assignée en déclaration d'arrêt commun que quand elle n'a pas été partie en première instance. » (Cassation, 31 décembre 1900, D. P. 1903.1.17.)

De ce que l'intervention forcée est parfaitement légitime en première instance, on ne peut conclure qu'elle doive être admise aussi en appel, car une grave objection se présente : le tiers que l'on assigne en déclaration d'arrêt commun, va voir ses droits débattus pour la première fois devant la cour, et s'il est condamné, sa seule ressource sera d'attaquer l'arrêt par le recours en Cassation : il ne pourra faire appel, car une cour d'appel prononce en dernier ressort non seulement sur la contestation principale entre l'appelant et l'intimé, mais encore sur les incidents qui peuvent s'élever au cours de l'instance d'appel, notamment sur les droits d'un tiers mis en cause, un tribunal ne pouvant être à la fois dans la

même affaire tribunal d'appel et tribunal de première instance. L'intervention forcée va donc porter atteinte à la règle qui est d'ordre public, que toute affaire doit, à moins d'un texte formel, subir les deux degrés de juridiction : c'est pour cette raison que plusieurs auteurs qui admettent l'assignation en déclaration de jugement commun de première instance, la repoussent au contraire en appel. Mais sauf quelques arrêts divergents, la jurisprudence admet aujourd'hui d'une façon constante l'intervention forcée en appel.

Voici le raisonnement que l'on tient habituellement pour montrer que l'intervention forcée en appel ne porte pas atteinte à la règle du double degré de juridiction : celui qui a le droit de former tierce opposition à l'arrêt à rendre, peut, en vertu de l'article 466 du Code de procédure, intervenir en appel, et en usant de ce droit il prive les parties principales du premier degré de juridiction, puisque ses prétentions seront jugées par la Cour sans avoir été soumises aux juges de première instance.

Ce droit dont le tiers intervenant est investi de faire franchir le premier degré de juridiction, à la partie contre laquelle il intervient pour la première fois en appel, implique le droit pour cette partie de l'en priver lui-même en provoquant son intervention forcée devant la Cour : les deux droits sont corrélatifs. Aussi bien, le tiers ainsi mis en cause en

appel ne peut vraiment se plaindre d'être privé du premier degré de juridiction, car, dès le moment où il n'est pas intervenu en première instance, les seuls moyens qui restent à sa disposition pour faire valoir ses droits sont l'intervention en appel et la tierce opposition, et qu'il emploie l'un ou l'autre, ses prétentions seront de toute façon jugées par la Cour ; en d'autres termes, on ne peut reprocher à l'intervention forcée de priver le tiers de la garantie des deux degrés de juridiction, puisqu'il n'a plus droit qu'à un seul. Cette argumentation est celle de la plupart des auteurs qui admettent l'intervention forcée en appel : « La nécessité des deux degrés de juridiction, dit Merlin (1), n'est générale que pour les affaires, et elle admet quant aux personnes une exception qui est aussi notoire qu'elle est juste et sage » et cette exception est relative à l'intervention volontaire ou forcée. « Quel tort fait-on à une personne, ajoute-t-il, en la mettant en cause sur l'appel ? La prive-t-on d'un premier degré de juridiction ? Non, assurément, car si sur l'appel elle n'était pas mise en cause et qu'ensuite elle usât de son droit de former tierce opposition à l'arrêt, où devrait-elle porter cette tierce opposition ? Elle devrait la porter devant la Cour d'appel, et elle ne pourrait la porter ailleurs : on ne fait donc en la mettant en cause que hâter sa

1. *Répertoire*, v^o *Intervention*.

comparution devant la Cour. » Berriat Saint-Prix, Favard de Langlade, Thomine-Desmazures, Bioche, Crèpon ne font guère que répéter Merlin. M. Garsonnet (1), lui aussi, admet l'intervention forcée en cause d'appel : « C'est pour éviter, dit-il, la tierce opposition, que l'article 466 admet l'intervention volontaire à se produire pour la première fois en appel ; or il y a autant de raisons pour admettre en appel, quoiqu'elles soient des demandes nouvelles, les demandes destinées à provoquer l'intervention de personnes, qui pourraient, si cette précaution n'était pas prise, se porter demanderesses en tierce-opposition. »

C'est en s'appuyant sur des raisons identiques, que la jurisprudence admet d'une façon presque constante que l'on peut mettre en cause pour la première fois en appel toute personne pouvant attaquer l'arrêt par la tierce opposition (2). « Toute personne, dit la

1. Tome VI, n° 2135.

2. Cassation, 13 oct. 1807. D. *Rép.* v° *Intervention*, n° 147 ; 18 août 1808 ; 17 fév. 1812 ; 26 juin 1826, D. P. 1826.1.323 ; 25 janv. 1832, S. 1832.1.153 ; 1^{er} août 1859, S. 1860.1.67 ; 5 nov. 1877, D. P. 1880.1.79 ; 21 octobre 1895, D. P. 1896.1.417. — Colmar, 16 janv. 1817, *Journ. Pal.* 14.31. — Besançon, 29 août 1817, *Journ. Pal.* 14.459. — Bruxelles, 8 mai 1822, *Journ. Pal.* 17.234. — Bourges, 20 août 1828, *Journ. Pal.* 22.226. — Rouen, 13 juin 1881, D. 83.2.110. — Paris, 10 août 1885, *Gaz. Pal.* 1885.2.683. — Gand, 24 déc. 1886, D. 1888.2.88. — Nancy, 26 mai 1888, S. 1891.1.49. —

Cour de Pau, qui a qualité pour intervenir en appel parce qu'elle aurait le droit de former tierce opposition à l'arrêt, peut, par cela même, être mise en cause devant la Cour afin de faire déclarer commun l'arrêt à intervenir : il est certain, en effet, que si le tiers intervenant peut priver du premier degré de juridiction la partie contre laquelle il intervient, celle-ci doit avoir nécessairement le droit de l'en priver également en provoquant son intervention devant les juges du second degré. » (Pau, 29 juin 1891, D. P. 1892.2.614.) Un arrêt récent de la Cour de Douai décide également qu' « il est loisible de citer en intervention des tiers devant le second degré de juridiction, mais à la condition seulement que ces tiers rentrent dans la catégorie des personnes qui pourraient former tierce opposition à la décision à intervenir comme leur faisant grief. » (Douai, 29 juil. 1902, *Gaz. trib.*, 26 août 1902).

Malgré l'autorité des auteurs que nous venons de citer et des nombreux arrêts qui reconnaissent la possibilité de pouvoir forcer à intervenir en appel la personne qui aurait le droit de former tierce opposi-

Bordeaux, 12 juillet 1888, S. 1889.2.40. — Nancy, 28 juil. 1888, *Gaz. Pal.* 1888.2.415. — Pau, 29 juin 1891, D. P. 1892.2.415. — Bordeaux 23 mai 1892, D. P. 1892.1.453. — Bordeaux, 13 juil. 1893, D. P. 1893.2.541. — Paris, 11 déc. 1895, *Gaz. trib.*, 26 déc. 1895. — Limoges, 5 juil. 1901, D. P. 1903.2.306.

tion à l'arrêt à rendre, nous ne croyons pas devoir adopter cette théorie, quelque heureux que soient les résultats auxquels elle aboutisse. L'assignation en déclaration de jugement commun présente ici comme en première instance, et même avec plus de force encore, l'avantage d'éviter un circuit d'actions et des contrariétés de décisions, mais ne voit-on pas que cela va être aux dépens du tiers intervenant que l'on va priver, sans qu'aucun texte y autorise, de la garantie du double degré de juridiction ? On répond en disant que l'article 466 du Code de procédure autorisant celui qui peut faire tierce opposition à intervenir en appel, et priver par suite les parties principales du premier degré de juridiction, on doit par corrélation accorder ce même droit à ces parties et leur permettre de forcer ce tiers à intervenir s'il ne le fait de lui-même. Cette réponse est inexacte, et l'argument d'analogie dont on se sert est contraire à une saine interprétation : en effet l'article 466 est un texte exceptionnel, qui déroge au principe général de l'article 464 qui décide que toute affaire doit subir le double degré de juridiction, et en vertu de la maxime : *Exceptiones sunt strictissimæ interpretationis*, on ne peut étendre un texte qui apporte une dérogation à une règle de droit commun, à des cas pour lesquels il ne s'est pas expressément prononcé : on ne peut soutenir que le mot « inter-

vention » employé par l'article 466 vise à la fois l'intervention volontaire et l'intervention forcée, les travaux préparatoires ne laissent subsister aucun doute sur ce point : « L'intervention dont parle l'article 466, dit la section de législation du Tribunal dans ses observations sur le projet de Code de procédure, ne peut avoir trait qu'aux interventions volontaires, les demandes en garantie, les prises de fait et cause n'ayant pas lieu en appel (1). » C'était condamner d'avance le système auquel se rallie la jurisprudence.

La mise en cause en appel, ajoute-t-on, n'a aucun inconvénient pour le tiers qui en est l'objet, puisque les seuls moyens qui lui restent sont l'intervention volontaire et la tierce opposition, qui l'une et l'autre le privent du premier degré de juridiction. Mais on oublie que lorsque ce tiers intervient volontairement c'est de lui-même qu'il se prive d'un degré de juridiction, et surtout on donne à la tierce opposition un caractère qu'elle n'a pas : on en fait une voie obligatoire alors qu'elle n'est certainement qu'une voie facultative ; c'est un des moyens que la loi met à la disposition d'une personne auquel un arrêt préjudicie, pour faire valoir ses droits, mais ce n'est pas le seul. Elle pourra, si elle le préfère, ne pas attaquer

1. LOCRE. *Commentaire sur le Code de procédure*, tome II, p. 85.

la décision par la tierce opposition, et assigner simplement devant le tribunal de première instance de son domicile, celui qui la troublerait dans ses droits en vertu de l'arrêt de la Cour, et si on vient lui opposer l'autorité de cet arrêt, elle répondra qu'il est pour elle *res inter alios acta*. Il est donc inexact de dire que dès le moment où une personne n'est pas intervenue en première instance, elle ne jouit plus que d'un seul degré de juridiction, et que par suite il n'y a aucun inconvénient pour elle à être mise en cause pour la première fois en appel. Comment dès lors expliquer la contradiction de plusieurs auteurs qui, se fondant pour admettre l'intervention forcée en appel, sur la tierce opposition, admettent d'autre part que cette voie de recours est purement facultative ? « Les articles 474 et suivants, dit Merlin (1), ne font qu'organiser la procédure de la tierce opposition pour le cas où elle est formée, ils ne contiennent pas un mot d'où l'on puisse inférer la nécessité de cette voie... Je puis aussi me pourvoir par action principale. S'il en était autrement il ne serait plus vrai de dire que le jugement rendu entre mes adversaires et une tierce personne est sans effet à mon égard ; il me préjudicierait réellement dans cette hypothèse, puisque je ne pourrais l'éviter que par une voie de droit à laquelle est attachée une peine

1. Répertoire v^o tierce opposition.

pécuniaire en cas de non réussite. » N'est-ce pas condamner l'intervention forcée en appel ?

La recevabilité en appel de l'assignation en déclaration de jugement commun est vivement contestée par un certain nombre d'auteurs: Rodière fonde son opinion sur la déclaration fournie à propos de l'article 446 par le Tribunal, et que nous avons citée plus haut. « La tierce opposition, dit Dalloz (*Rép. V^o Tierce opposition*, n^o 147) n'est jamais forcée, elle est essentiellement facultative: on ne peut conclure de ce que la partie qui l'intente devant un juge d'appel renonce volontairement au premier ressort, qu'on puisse la contraindre à y renoncer aussi en l'assignant en déclaration de jugement commun. » MM. Van Boneval-Faure, Glasson et Tissier la repoussent également. « Il n'est pas douteux, dit M. Tissier (p. 238) qu'en admettant qu'on puisse forcer à intervenir en appel celui dont on redoute la tierce opposition, on ne porte atteinte à la garantie des deux degrés de juridiction. »

On trouve également quelques arrêts déjà anciens, qui repoussent l'intervention forcée en appel comme contraire à la garantie du double degré de juridiction (Rennes, 27 juil. 1818, *Journ. Palais* 14.843; Bordeaux, 5 février 1825, D. P. 1826.2.194; Orléans, 25 août 1825, *Jour. Pal.* 19.843; Bordeaux 31 mai 1843, D. P. 1843.4.276; Rouen, 9 nov. 1843. S. 1844. 2.265; Bordeaux, 15 mai 1846. S. 47.2.43). « Le demandeur

à l'intervention forcée, dit la Cour de Bordeaux, doit s'imputer de ne pas avoir appelé en première instance la partie qu'il assigne pour intervenir devant la Cour d'appel; puisqu'il en avait la faculté, il doit subir les conséquences de sa négligence, et ne peut priver cette partie des deux degrés de juridiction qui lui sont accordés par la loi pour défendre ses droits. » Mais ces décisions restent isolées et depuis longtemps les Cours d'appel ne rejettent plus l'intervention forcée formée pour la première fois devant elles : quant à la Cour de cassation, elle s'est prononcée d'une façon constante en faveur de la recevabilité de ce moyen de droit.

Malgré l'opinion de la majorité des auteurs et la jurisprudence solidement établie aujourd'hui, nous ne croyons pas devoir admettre en appel l'intervention forcée, qui, si elle a l'avantage de prévenir comme en première instance une tierce opposition toujours fâcheuse, est une atteinte injustifiable à la garantie du double degré de juridiction. On ne peut que souhaiter qu'une réforme législative mette en parallèle l'intervention volontaire et l'intervention forcée en appel : c'est ce que semble faire le projet de 1898, mais un texte plus clair que celui adopté serait nécessaire, le projet de la commission de revision disant simplement : « Toute personne peut être assignée à la requête de l'une ou l'autre des parties pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir »

sans distinguer par conséquence entre l'intervention en première instance et l'intervention en appel.

De l'intervention forcée en cassation. — L'action en déclaration d'arrêt commun peut elle être exercée devant la Cour de cassation ? La question ne peut se poser devant la Chambre des requêtes car il n'y a pas encore d'instance : la personne qui veut faire casser un jugement ou un arrêt s'adresse d'abord à la Chambre des requêtes qui examine préalablement si le pouvoir est recevable. Le procès ne commence, et le débat ne devient contradictoire, que si le pourvoi est admis et l'affaire renvoyée devant la Chambre civile : c'est alors qu'on peut se demander si un tiers peut être assigné par l'une ou l'autre des parties en déclaration d'arrêt commun.

Il y a lieu, croyons-nous, de distinguer : si la partie que l'on veut forcer à intervenir a déjà figuré devant les premiers juges, il n'est pas douteux que l'action soit recevable. C'est ainsi que la Cour de cassation a décidé qu'un huissier, cité en garantie devant les juges du fond à raison de la nullité d'un exploit d'ajournement, peut être assigné en cassation à fin d'arrêt commun (3 déc. 1856, D. P. 1856.1.434). Mais si le tiers mis en cause devant la Cour de cassation n'a pas été partie devant les premiers juges, l'action sera irrecevable ; en effet, la principale utilité de l'intervention forcée fait ici défaut : elle ne saurait prévenir une tierce opposition, puisque, suivant

une jurisprudence constante, cette voie de recours n'est pas possible contre les arrêts de la Cour suprême. D'autre part comme le remarque M. Garsonnet (tome V, p. 702), la mise en cause d'un tiers qui n'a pas figuré au procès, constitue une demande nouvelle, et soulève, devant une Cour qui n'est pas un troisième degré de juridiction, des questions qui relèvent exclusivement de l'appréciation des juges du fond.

CHAPITRE IV

LES TRIBUNAUX PEUVENT-ILS ORDONNER D'OFFICE LA MISE EN CAUSE DE TIERS ?

La jurisprudence à raison des grands avantages de l'intervention forcée qui, en prévenant une tierce opposition, donne au jugement une autorité plus étendue, a maintes fois reconnu au juge le droit d'ordonner d'office la mise en cause de tiers qui réunissent les conditions exigées pour pouvoir être appelés.

On trouve l'origine de cette jurisprudence dans un arrêt de la Cour de Montpellier du 13 juin 1844 : un fils, héritier bénéficiaire de sa mère mariée sous le régime de la communauté, étant intervenu dans l'instance d'appel pendante entre son père et un tiers au sujet d'une créance de la communauté, le père assigna en déclaration d'arrêt commun ses autres enfants également héritiers bénéficiaires de leur mère. La Cour reconnut la recevabilité de cette mise en cause, ceux qui en étaient l'objet pouvant former tierce opposi-

tion à l'arrêt à rendre, et elle ajoute que « quand même la mise en cause ne serait point obligatoire, les tribunaux peuvent toujours l'ordonner quand l'utilité en apparaît ; que dans l'hypothèse de la cause il serait imprudent de statuer définitivement sur le fond du litige, hors de la présence de ceux des héritiers de la dame S..., qui ont été appelés en intervention ; que l'intérêt qu'ils peuvent avoir à la contestation est trop évident pour qu'on puisse s'exposer aux éventualités d'une tierce opposition, soit à une division de cause qui pourrait amener une contrariété de décisions sur le même objet ; qu'il est de l'intérêt bien entendu de toutes les parties, qu'il soit procédé au jugement du litige régulièrement et avec la présence de toutes celles qui peuvent avoir des droits à faire valoir (1). » Cet arrêt n'ordonnait pas la mise en cause d'office des héritiers de la dame S..., puisqu'ils avaient été appelés par leur père en déclaration d'arrêt commun, mais la Cour n'en reconnaît pas moins au juge — sans qu'on puisse voir dans l'affaire qui lui était soumise l'utilité de cette affirmation de principe — le droit de forcer à intervenir à un procès celui dont on peut redouter la tierce opposition.

Depuis cet arrêt, les tribunaux se sont maintes fois reconnu le droit de mettre en cause des tiers pouvant faire tierce opposition, et que les parties n'avaient pas jugé bon ou avaient simplement omis de faire inter-

1. DALLOZ. *Rép.* v^o Contrat de mariage, n^o 1142.

venir... « car, dit la Cour de Nancy, il n'y a là que l'exercice du pouvoir qui appartient aux magistrats de prendre les mesures d'instruction reconnues par eux nécessaires ». (Nancy, 3 janv. 1880, D. P. 1882.1.138 et dans le même sens, Douai, 30 juil. 1891, *Rec. de Douai* 1892.348; Bordeaux, 31 juillet 1893, D. P. 1894.2.541.; Trib. de Remiremont, 21 juin 1894, *La Loi*, 12 juil. 1894; Nîmes, 18 mars 1895., S. 1900.1.12; Caen, 21 janvier 1898, *Rec. Caen* 1898.151).

La Cour de cassation s'est également prononcée dans ce sens : elle reconnaît qu'un tribunal saisi d'une contestation entre un propriétaire incendié et son assureur, peut ordonner la mise en cause d'une commune, alors que l'assureur prétend que certains frais accessoires dont l'assuré réclame le remboursement, doivent être à la charge de cette commune « car, dit-elle, le tribunal en ordonnant dans ces circonstances que la commune serait mise en cause à la requête de la partie la plus diligente, a pris une mesure d'instruction nécessaire pour lui permettre de statuer sur une demande dont il était saisi, n'a commis aucun excès de pouvoir. » (Cass., 2 août 1876, D. P. 1877.1.224.)

Cette théorie est vivement combattue par la doctrine : tous les auteurs refusent aux tribunaux le droit d'ordonner d'office la mise en cause de ceux qui pourraient être appelés, cette mesure étant non seulement inutile dans certains cas, mais encore et

surtout, contraire au principe général qui domine notre procédure, et d'après lequel il appartient aux plaideurs de diriger le procès selon leur gré, et d'y faire intervenir qui bon leur semble.

Nous disons d'abord que la mise en cause d'office n'atteindra pas toujours le but visé par le tribunal qui l'a ordonnée, et qu'elle sera souvent une source de lenteurs et de frais. Les arrêts justifient pourtant cette mesure en disant « qu'elle est conforme à l'intérêt des parties puisqu'elle évite des difficultés ultérieures ».

Cette affirmation est certainement erronée : quelle est, en effet, cette difficulté ultérieure que prévient la mise en cause ? La tierce opposition : mais il peut se faire que le tiers qui aurait plus tard le droit d'y recourir si la décision lui porte préjudice, se soit entendu avec les parties principales, pour convenir avec elles qu'il se contente du jugement ou de l'arrêt à intervenir, et que, dans aucun cas, il ne l'attaquera par la tierce opposition. Comment dire alors que cette mise en cause d'office « est conforme à une bonne administration de la justice ? » Et d'ailleurs, comme on l'a fait observer, que fera le tribunal si aucune des parties n'exécute la disposition de son jugement relative à l'intervention forcée : il faudra bien qu'il se borne à statuer sur le litige qui lui est soumis et entre les seules parties liées à l'instance ; il n'a pour les forcer à mettre le tiers en cause aucun

moyen de coercition. Il ne pourra se refuser à juger le procès tel qu'il est, et surseoir au jugement sur le fond jusqu'à ce que l'une des parties obéisse à son injonction, car ce serait un déni de justice. Tout ce qu'il pourra faire, ce sera de débouter le demandeur, s'il estime que sa demande a été introduite contre quelqu'un qui n'est pas le véritable contradicteur.

Indépendamment de ces raisons de fait, la mise en cause ordonnée d'office soulève en droit une grave objection : elle est certainement contraire au rôle du juge. C'est en effet un principe qui domine toute notre procédure, que, dans les procès civils, le tribunal ne joue qu'un rôle passif : c'est aux parties elles-mêmes à diriger le procès, à en fixer l'étendue, à prendre telles ou telles conclusions, le juge ne peut leur accorder ce qu'elles ne demandent pas. Ce principe est tiré de la loi romaine : *Sententia debet esse conformis libello et potestas judicis ultra id quod in judicium deductum est nequaquam potest excedere* (L. 18, DIG. DE COMMUNI DIVIDUNDO). Le juge ne peut qu'adjuger à celle des parties dont les prétentions lui semblent le mieux fondées, le bénéfice de tout ou partie de ses conclusions, mais il ne doit rien y ajouter. Si les parties n'ont pas appelé en cause un tiers auquel il semble utile d'étendre l'autorité du jugement, le juge ne peut sans dépasser ses pouvoirs, ordonner la mise en cause de ce tiers, sinon il y aurait là un cas d'ouverture à requête civile

en vertu de l'article 480-3° du Code de procédure civile.

La jurisprudence a prévu cette objection et cherché à la réfuter : en ordonnant la mise en cause d'un tiers, le tribunal ne prononce pas *ultra petita*, il ne fait qu'ordonner une mesure d'instruction ; or il est certain que les tribunaux peuvent ordonner toutes mesures d'instruction propres à éclairer leur religion : ils peuvent par exemple ordonner une enquête (art. 254 C. pr.), une expertise (art. 322), une descente sur les lieux (art. 295). Ils peuvent donc également ordonner la mise en cause d'un tiers, ce qui n'est en somme qu'une mesure d'instruction utile à la solution du litige. Mais est-ce bien là une « mesure d'instruction ? » C'est, croyons-nous, donner un sens beaucoup trop large à cette expression : le tiers ne va pas, comme un simple témoin, apporter des renseignements utiles à la solution du litige, sa présence va complètement modifier la face du procès. Il va devenir partie à l'instance au même titre que les plaideurs originaires, l'autorité du jugement lui sera étendue, résultat que personne ne semblait pourtant désirer. On a invoqué également pour justifier l'intervention forcée ordonnée d'office l'argument suivant : « Le tribunal déjoue par là tous les calculs et assure à sa décision une force définitive. »

M. Van Boneval-Faine réfute cet argument « car, dit-il, le juge n'a pas à déjouer des calculs, qui, dans les cas dont il est question, ne portent aucune atteinte

ni à sa personne ni à son autorité. Si après le jugement entre les parties il surgit un tiers dont les prétentions étaient parfaitement inconnues au juge, et que maintenant ce tiers prétende que le jugement porte préjudice à ses droits, en quoi cela intéresserait-il l'autorité du jugement ou du juge, quand même cette prétention se trouverait être bien fondée ? Est-ce que, s'il y avait là atteinte à l'autorité du juge, le législateur aurait pu fournir par la tierce opposition le moyen d'attaquer le jugement ? »

Les tribunaux excèdent donc leurs pouvoirs en ordonnant la mise en cause de tiers que les parties n'ont pas voulu y appeler. Tout ce que l'on pourrait admettre, c'est que le tribunal pourrait prévenir officiellement les parties que le procès serait tranché plus utilement pour elles si elles y appelaient un tiers qui aurait le droit de former tierce opposition à l'arrêt à rendre. Mais la partie à laquelle ce conseil sera donné, sera toujours libre de passer outre, et de se contenter vis-à-vis de son adversaire actuel seulement, de la présomption de vérité qui s'attachera au jugement.

Mais si les tribunaux ne peuvent, en l'état actuel des textes, ordonner d'office la mise en cause de tiers, cette solution serait excellente en législation : elle diminuerait le nombre des procès en étendant dans de larges proportions l'autorité due aux jugements, et c'est donc à bon droit que plusieurs Codes étrangers l'admettent ainsi d'ailleurs que le projet de revision de notre Code de procédure élaboré en 1866.

CHAPITRE V

FORMES ET RECEVABILITÉ

Le Code de procédure ne s'étant pas occupé de l'intervention forcée, si ce n'est, comme nous l'avons dit, dans son application spéciale, l'appel en garantie, quelles devront en être les formes ? Quel sera le tribunal compétent et quel sera le rôle de l'intervenant forcé dans l'instance ? On admet en général que l'intervention forcée doit être soutenue, contestée, instruite et jugée d'après des principes analogues à ceux de l'intervention volontaire dont elle n'est que le corollaire ; cela n'est pas tout à fait exact, car il y a, comme le remarque Berriat Saint-Prix une règle sur laquelle l'intervention forcée diffère profondément de l'intervention volontaire : c'est pour l'introduction de la demande qui ne peut avoir lieu ici que par voie d'assignation.

Tribunal compétent. — L'intervention forcée est por-

tée devant le tribunal saisi de la demande principale : si ce tribunal est autre que celui du domicile de l'intervenant, il y aura à son égard violation de la règle *Actor sequitur forum rei*, et c'est même là, avons-nous vu, une des critiques élevées contre l'intervention forcée : mais ce n'est qu'une application de la règle d'après laquelle le tribunal saisi d'une demande est compétent pour connaître de tous les incidents qui seront soulevés au cours de cette demande.

Il y a cependant une exception à cette règle ordinaire de compétence : c'est au cas où le tribunal saisi de la demande principale est incompétent *ratione materiæ* pour connaître de la mise en cause : par exemple, un tribunal de commerce serait incompétent pour statuer sur la mise en cause d'un non-commerçant. On doit également admettre, par analogie avec ce que décide l'article 181 du Code de procédure pour l'appel en garantie, que si la demande originaire n'a été formée que pour distraire le tiers intervenant de ses juges naturels, la demande devra être rejetée.

Formes. — L'article 339 du Code de procédure décide que « l'intervention sera formée par une requête qui contiendra les moyens et conclusions, dont il sera donné copie ainsi que des pièces justificatives. » Cet article ne saurait s'appliquer à l'intervention forcée, car il y a impossibilité absolue à employer la forme de la requête qui est un acte

d'avoué à avoué, puisque l'appelé en cause n'a pas d'avoué constitué. A plus forte raison, de simples conclusions d'audience prises par l'une des parties à l'instance principale, à l'effet de rendre commun à un tiers le jugement à intervenir, seraient-elles insuffisantes pour mettre ce tiers en cause (Trib. de Dax, 23 avril 1899. *Gaz. pal.*, 1899.1.629).

La seule voie possible pour introduire une demande en intervention forcée est celle de l'ajournement, car c'est une demande principale à l'égard de l'intervenant, et toute demande principale s'introduit par ajournement. Il n'y a pas lieu au préliminaire de conciliation ; l'article 48 du Code de procédure ne soumet à cette formalité que les demandes principales introductives d'instance. Or, si l'intervention forcée constitue une demande principale à l'égard de celui qui est appelé en cause, elle n'est évidemment pas introductive d'instance, puisqu'elle se rattache à un procès déjà commencé. Ne remplissant dès lors qu'une seule des conditions exigées par l'article 48 elle échappera au préliminaire de conciliation.

Lorsqu'on introduit une demande contre l'État ou contre une commune, il y a lieu d'accomplir préalablement certaines formalités, pour faire autoriser l'État ou la commune à ester en justice : il est indispensable que celui qui agit en intervention forcée accomplisse ces formalités. Ainsi la mise en cause d'une commune devra, à peine de rejet de la demande,

être précédée d'un mémoire adressé au préfet, exposant l'objet et les motifs de la réclamation.

L'intervention forcée étant formée par assignation, il faut insérer dans cet acte toutes les mentions que doit, aux termes de l'article 61 du Code de procédure, contenir à peine de nullité tout exploit d'ajournement. Une seule de ces mentions soulève quelques difficultés pour l'assignation en déclaration de jugement commun : c'est celle relative à l'objet. Pour remplir complètement l'exigence de l'article 61 § 3, il faudra non seulement faire connaître au tiers l'objet des contestations pendantes entre les parties principales et l'état de l'instance à laquelle on veut le rendre partie, mais encore l'objet de la demande formée contre lui. C'est ce qu'a décidé avec raison la Cour de cassation dans son arrêt du 16 mai 1891 (D. P., 1893.1.284) : elle a reconnu qu'un tiers assigné en intervention forcée n'était pas tenu de comparaître, l'exploit qui lui avait été signifié concluant simplement « à ce qu'il vint prendre dans l'instance telles conclusions qu'il jugerait utile. »

Il ne résulte cependant pas de là qu'il faille employer des termes sacramentels pour mettre un tiers en cause, par exemple, l'expression « d'intervention forcée » ou celle « d'assignation en déclaration de jugement commun ». Il faut uniquement examiner si l'exploit dirigé contre le tiers contient les éléments essentiels d'une intervention forcée, sans s'attacher

à la qualification plus ou moins erronée qu'a pu lui donner le rédacteur de l'acte. C'est ainsi que la Cour de Caen (1) a jugé, que la demande en déclaration d'arrêt commun résulte implicitement du fait, par le condamné appelant, d'avoir dénoncé son appel, avec les noms des parties et de leurs avoués, à un tiers qu'il prétendait rendre responsable de la perte du droit formant l'objet de l'instance, en le sommant d'intervenir au procès s'il le jugeait utile à ses intérêts, mais sans toutefois l'assigner. D'autre part, la Cour de Bruxelles, par un arrêt du 30 mars 1832, décide que les mots « intervenir forcément » employés dans l'exploit, ne suffisent pas pour donner à l'action le caractère d'une intervention forcée, si tous les éléments de la cause démontrent qu'il s'agit d'une action principale.

Conditions de recevabilité. — Jusqu'à quel moment de l'instance une des parties pourra-t-elle assigner un tiers en déclaration de jugement commun ? Il existe pour l'intervention volontaire un texte, l'article 340, qui décide qu'aucune intervention ne sera reçue, si elle est de nature à retarder le jugement de la cause principale, quand elle sera en état. Cette disposition est-elle applicable à l'intervention forcée ?

La plupart des auteurs et la jurisprudence admettent que l'article 340 est applicable à l'intervention

1. Caen, 31 août 1863 D. P., 1864.2.138.

forcée comme à l'intervention volontaire, car il y a identité de motifs. Lorsque l'instance principale est sur le point d'être solutionnée, il serait dangereux de permettre à un des plaideurs de faire intervenir une tierce personne : ce serait retarder la solution du procès, et par suite aller contre le but même de l'intervention forcée. La partie qui n'a pas provoqué la mise en cause, peut, à bon droit, prétendre qu'elle a grand intérêt à ce que le jugement ne soit pas retardé par la présence d'un tiers, que son adversaire a jugé bon d'appeler au dernier moment, pour éviter une condamnation immédiate.

Il ne faudrait pas conclure de là, cependant, que l'intervenant forcé doive, comme l'intervenant volontaire, « venir prêt ». La situation n'est plus la même : celui qui intervient volontairement doit s'imputer à lui-même son retard, il aurait dû présenter sa requête dès le début du procès ; sa demande formée plus tard ne doit pas préjudicier aux parties principales. Au contraire, celui qui intervient contre son gré ne doit pas subir les inconvénients qui peuvent résulter du retard apporté à sa mise en cause. On veut prévenir sa tierce opposition, mais on ne doit pas, sous ce prétexte, le priver de ses moyens de défense en le faisant intervenir tardivement. C'est pour cette raison, que certains auteurs refusent d'appliquer l'article 340 à l'intervention forcée. « Lorsque l'intervention est forcée, dit Favard de Lang-

lade (*Rép. v^e Intervention*, sect. 1 § 4), si, avant le jugement de la cause, l'intervenant assigné en déclaration de jugement commun n'a pas le temps de rassembler ses pièces et de préparer sa défense, l'équité exige qu'il lui soit accordé un délai suffisant ; si l'instruction en est retardée, c'est la faute de la partie adverse qui ne l'a pas mis en cause. » Berriat Saint-Prix (page 362) admet également que « l'intervention forcée peut retarder le jugement de la cause principale, quoique l'instruction en soit complète. »

Ces critiques contiennent une grande part de vérité : celui qui est forcé d'intervenir, doit obtenir un délai suffisant pour préparer sa défense. Mais, en refusant d'appliquer ici l'article 340, on n'examine qu'un côté de la question : on ne considère que le plaideur auteur de la mise en cause et le tiers à qui elle s'adresse, on oublie le plaideur non appelant. Berriat Saint-Prix et Favard n'ont-ils pas vu qu'ils allaient sacrifier les droits de ce dernier, si on permet à son adversaire d'assigner un tiers en déclaration de jugement commun, et que ce tiers puisse exiger un délai plus ou moins long pour préparer sa défense ? On ne fera en réalité que déplacer l'injustice sans la supprimer. Il y a cependant un moyen de concilier les divers intérêts en présence, en adoptant la solution proposée par Chauveau (tome 3, page 217) : « Dans le cas d'une intervention forcée,

on doit accorder à la partie un délai suffisant pour préparer ses moyens, et par conséquent, on ne peut procéder de suite au jugement du fond, quand même la cause serait en état entre les parties déjà en instance... Mais, supposons que celle des parties principales qui n'est pas l'auteur de l'appel en intervention, démontre qu'il y a péril en la demeure, et demande jugement : on ne pourra se dispenser d'accueillir ses conclusions en rejet de délai, et l'on devra, par conséquent, juger sans avoir égard à la présence de l'intervenant forcé. » De cette façon, les inconvénients de la tardiveté de l'intervention retomberont sur celui qui l'a provoquée et à qui incombe le retard : le tribunal prononcera dès à présent sur la demande principale, sauf à statuer ultérieurement sur l'intervention forcée.

L'intervenant volontaire doit prendre la procédure en l'état où elle se trouve, et les actes d'instruction qui auront été accomplis avant qu'il ne devienne partie au procès, lui seront opposables. Cette solution ne saurait être étendue à l'intervenant forcé, sinon, il dépendrait des parties principales de mettre tardivement un tiers en cause, pour lui opposer des actes d'instruction accomplis sans son contrôle. La jurisprudence a plusieurs fois reconnu aux tiers le droit de refuser d'intervenir dans de semblables conditions « car, dit la Cour de Pau (1), si la partie

1. Pau, 16 novembre 1885. D. P., 1886.2.278.

qui intervient volontairement accepte par cela même tous les faits antérieurs, celle qui, au contraire, est appelée malgré elle, ne saurait être contrainte d'accepter tout ce qui lui a été étranger et qui peut préjudicier à ses intérêts, d'où résulte pour elle le droit de se refuser à intervenir, pour conserver tous ses droits en dehors de la procédure où elle est appelée, si certains actes de celle-ci, devenus définitifs, sont de nature à lui préjudicier » ; et la Cour rejette la demande en intervention forcée, parce que il avait été procédé à une expertise avant la mise en cause. La Cour de Nancy (1) décide dans le même sens que « l'intervention forcée n'est pas recevable de la part d'une partie contre un tiers, quand, au moment où elle est formée, les choses ne sont plus entières et la procédure n'est plus intacte, spécialement quand des expertises ont été faites, auxquelles le tiers non partie au procès, est complètement étranger et qui établissent un préjugé sur l'issue du litige. » Dans le même sens, Amiens, 30 juin 1898 (*Journ.d'Amiens*, 1898, p. 246). Il y aurait cependant une exception à ce principe, c'est au cas où le tiers intervenant est l'ayant cause d'une des parties principales : ainsi, l'acheteur d'un immeuble, mis en cause dans un procès survenu entre son vendeur et un tiers, ne peut se refuser à intervenir, sous prétexte qu'il a été pro-

1. Nancy, 22 mai 1894. D. P., 1895.2.187.

cédé sans lui à des actes d'instruction, si ces actes ont été accomplis avant la transcription de son titre (Limoges, 5 juillet 1901, D., 1903.2.306). Il n'avait pas été partie à ces actes d'instruction il est vrai, mais ils lui étaient cependant opposables, puisqu'il y avait été représenté par son vendeur.

VI. — Appendice.

D'UNE FORME PARTICULIÈRE D'ASSIGNATION EN DÉCLARATION DE JUGEMENT COMMUN

Il peut se faire, qu'au cours d'un procès, les parties aient omis de mettre un tiers en cause pour que le jugement lui soit opposable et puisse être exécuté contre lui : la demande dirigée contre ce tiers, après que le jugement aura été rendu, pour qu'il lui soit déclaré commun sera-t-elle recevable ? La jurisprudence et les auteurs l'admettent d'une façon unanime, et la question ne semble devoir soulever aucune difficulté, mais ce qui est certainement une erreur, c'est de considérer, comme l'ont fait plusieurs auteurs, qu'une semblable demande constitue une intervention forcée. Étymologiquement, intervenir, (de *intervenire*, venir entre) est le fait pour une personne de s'immiscer, volontairement ou contre son gré, selon que l'intervention est active ou passive, dans un procès

qui se déroule sans elle. Lors donc que l'on assigne un tiers en déclaration de jugement commun, la décision étant rendue, on ne peut dire qu'il y a là une intervention forcée, puisque le procès est terminé. M. Garsonnet cherche cependant à justifier l'emploi de cette expression, en disant « Qu'on oblige le tiers à maintenir sa prétention, ou à laisser prendre contre lui un jugement qui fera droit à la demande dont il est l'objet .» Cet argument ne nous semble pas péremptoire : celui qui est déclaré assigné pour voir déclarer commun avec lui un jugement rendu, est tenu simplement, comme toute personne contre laquelle est formée une demande en justice, de comparaître, à peine de se voir condamné par défaut ; il n'y a pas d'intervention forcée mais application de l'article 149 du Code de procédure. En évitant l'emploi de cette expression inexacte, on ne sera pas tenté d'appliquer ici les règles de l'intervention forcée.

La demande ne diffère en rien d'une action ordinaire : elle est principale et introductive d'instance, et par conséquent, soumise au préliminaire de conciliation, au lieu d'y être soustraite comme l'assignation en déclaration de jugement commun formée au cours de l'instance. Elle doit être introduite par assignation à personne ou à domicile, et en tête de l'exploit, copie doit être donnée du jugement qu'il s'agit de rendre commun.

Quel sera le tribunal compétent ? Est-ce celui qui a prononcé le jugement qu'on veut rendre commun ? On est tenté de répondre par l'affirmative, à raison des avantages que présenterait cette solution : le tribunal qui a rendu le jugement serait mieux placé que n'importe quel autre, pour décider si l'autorité de ce jugement doit être étendue à un tiers, et il y a, semble-t-il, une certaine analogie entre cette voie de droit et la tierce opposition qui doit toujours être portée devant le tribunal qui a prononcé le jugement attaqué. Mais il n'y a pas lieu croyons-nous de déroger à la règle ordinaire de compétence *Actor sequitur forum rei* : il ne s'agit pas de rétracter un jugement, mais simplement d'en étendre l'autorité à quelqu'un qui n'y a pas été partie, n'importe quel tribunal est à même de juger équitablement une semblable demande. C'est ce qu'a décidé le tribunal de commerce de Lyon, dans l'espèce suivante : un sieur G... ayant assigné une dame A... demeurant à Marseille, devant le tribunal de commerce de Lyon, pour voir dire qu'un jugement rendu par ce tribunal serait commun avec elle, la défenderesse souleva l'incompétence du tribunal, qui accueillit sa demande, en disant que « G... devait, conformément à toutes les règles juridiques, porter sa demande devant le tribunal de Marseille où était domiciliée la défenderesse » (28 juillet 1896. *Gaz. pal.*, 1896.2.386).

Si la demande est accueillie, son effet est identique à celui de l'assignation en déclaration de jugement commun formée au cours de l'instance : le jugement devient opposable au tiers, et il ne peut plus prétendre qu'il y a pour lui *res inter alios judicata*.

CHAPITRE VII

EFFETS DE L'INTERVENTION FORCÉE

La personne assignée en déclaration de jugement commun, est obligée de comparaître, c'est-à-dire, de constituer avoué, à peine de voir rendre par défaut contre elle, le jugement à intervenir entre les parties déjà à l'instance. Mais, au cas où le défendeur principal comparait et le tiers mis en cause fait défaut, y a-t-il lieu d'appliquer l'article 153 du Code de procédure, qui veut qu'au cas de pluralité de défendeurs, parmi lesquels les uns comparaissent et les autres font défaut, faute de comparaître, le tribunal rende un jugement de défaut profit joint ? La jurisprudence se prononce pour l'affirmative (Bordeaux, 11 janvier 1833. *Journal du Palais*, 25, 31). « L'article 153, dit la Cour de cassation (1), prescrit en termes absolus et impératifs de joindre le profit du défaut

1. Cass., 19 avril 1886. D., 1886.1.334.

et d'ordonner la réassignation des parties défaillantes, afin qu'il soit statué ultérieurement, à l'égard de toutes les parties, par un seul jugement non susceptible d'opposition, et cet article s'applique même au cas où celui des défenseurs qui ne comparait pas n'est assigné par le demandeur qu'en assistance de cause ou en intervention. » Nous croyons, au contraire, qu'il y a là une application abusive du défaut profit joint, car l'article 153 a pour but d'éviter une contrariété de décisions et ce danger n'est pas à craindre dans le cas qui nous occupe. De plus, cette façon de procéder aura le grave inconvénient d'être une cause de retard pour le jugement de la cause principale, qui est peut-être en état. Si le tiers mis en cause ne comparait pas, il sera condamné par défaut, et le jugement sera contradictoire à l'égard du défendeur originaire.

Lorsque l'intervenant forcé constitue avoué, il devient partie au procès : il y joue le rôle d'un défendeur ordinaire, et jouit, à ce titre, de tous les moyens de défense, de tous les avantages et prérogatives reconnus à celui contre qui est dirigée une demande en justice. De là découlent de nombreuses conséquences :

L'article 166 du Code de procédure, oblige l'étranger demandeur ou intervenant à fournir la caution *judicatum solvi*, pour garantir son adversaire des frais et dommages-intérêts auxquels il pourrait être

condamné : cette garantie ne saurait être exigée de l'intervenant forcé étranger qui est un défendeur au fond comme en la forme. On doit admettre au contraire, que si c'est l'auteur de la mise en cause qui est étranger, l'intervenant pourra se refuser à plaider tant qu'il n'aura pas fourni la caution.

L'intervenant forcé pourra se prévaloir non seulement des causes de récusation existant du chef des parties principales, mais encore de celles qui naîtront de sa présence au procès. Il pourra également demander le renvoi pour parenté et alliance, lorsqu'une des parties principales aura dans le tribunal, le nombre de parents ou alliés exigés par l'article 368 du Code de procédure, et sans qu'il y ait à distinguer, comme le font certains auteurs, si la demande en intervention a été ou non jointe à la demande principale. Et réciproquement, on doit admettre avec Boncenne, que lorsque des causes de renvoi existent du chef de l'intervenant, à raison de parentés ou alliances qui lui sont personnelles, il faut accorder au demandeur et au défendeur à l'action principale la faculté de demander le renvoi.

La recevabilité de l'intervention forcée peut être contestée, avant toute discussion au fond, par le tiers intervenant et par l'une et l'autre des parties principales.

D'abord l'intervenant peut demander sa mise hors de cause : pour cela, il faut qu'il prouve que le débat

ne l'intéresse en rien, et que le jugement ne pouvant lui préjudicier, il ne serait pas admis à l'attaquer plus tard par la tierce opposition, ou encore, que des mesures d'instruction, enquêtes, expertises, etc., de nature à apporter un préjugé défavorable à ses droits, ont été pratiquées avant sa mise en cause.

La partie principale qui n'est pas l'auteur de la mise en cause peut également s'opposer à la venue dans l'instance d'un nouveau plaideur, s'il n'y a là qu'un moyen dilatoire employé par son adversaire pour retarder le jugement : et toutes les fois que la cause principale sera en état d'être jugée, le tribunal devra faire droit à ses conclusions et statuer dès à présent sur le fond, en se réservant de connaître ultérieurement de la demande en intervention.

Mais l'auteur de la mise en cause pourra-t-il exciper de l'irrecevabilité de l'intervention forcée ? Ce droit semble devoir lui être refusé, car n'est-ce pas se contredire, que d'assigner quelqu'un en déclaration de jugement commun parce qu'il a intérêt dans l'instance, et de vouloir ensuite contester cet intérêt ? C'est ce qu'a décidé le tribunal civil de la Seine dans un jugement récent (12 mars 1902, *Gaz. trib.*, 21 sept. 1902) : « le demandeur, qui a assigné l'intervenant passif et qui a par cela même reconnu qu'il avait un intérêt dans l'instance, ne peut donc lui opposer qu'il doit tout d'abord justifier de sa créance, avant de pouvoir exercer les droits de son

débiteur; il lui appartient seulement de discuter au fond les moyens invoqués, mais il ne peut les faire rejeter *in limine litis* comme irrecevables, à défaut de justification de la créance. » Cette théorie nous semble inacceptable : du fait que l'on assigne une personne en déclaration de jugement commun, ne découle pas nécessairement la reconnaissance des droits de cette personne. Le demandeur peut, ayant appris qu'un individu manifeste des prétentions contraires aux siennes, l'assigner en intervention forcée pour éviter qu'il ne fasse un nouveau procès sur la même question et pour qu'il y ait à la fois chose jugée vis-à-vis de lui et du défendeur originaire : mais il n'en résulte nullement qu'il reconnaisse les droits de l'intervenant, et qu'il renonce implicitement à toutes les fins de non recevoir qu'il est en droit de lui opposer.

Le tribunal devra donc, avant d'aller plus loin, se prononcer sur la recevabilité de l'intervention forcée si elle est contestée : ce jugement sera interlocutoire et par conséquent susceptible d'appel.

Si l'intervention forcée est admise, le tiers devient partie au procès au même titre que les parties principales et jouit des mêmes moyens de défense. Peut-il provoquer des mesures d'instruction, demander, par exemple, qu'il soit procédé à une enquête ou à une expertise ? Ce droit est généralement refusé à l'intervenant volontaire qui doit prendre la cause dans l'état où elle se trouve, mais il n'y a aucune

raison de refuser à l'intervenant forcé les mesures d'instruction qui peuvent lui paraître utiles à la défense de ses droits, avec cette restriction cependant, que si ces mesures étaient de nature à retarder le jugement de la cause principale, le tribunal devrait disjoindre les deux demandes.

Le tiers intervenant, devenu partie au procès, ne pourra plus prétendre que le jugement est pour lui *res inter alios judicata*, et l'attaquer par la tierce opposition. Il n'aura à sa disposition que les mêmes voies de recours que les parties principales, c'est-à-dire suivant les cas, l'opposition, l'appel et le recours en cassation. Et au point de vue de l'appel, il faut admettre, avec M. Garsonnet (1), que l'intérêt de celui qui est assigné en déclaration de jugement commun ne peut dépasser l'objet du procès dont le jugement est commun entre lui et les parties principales : il aura donc ou n'aura pas le droit d'appeler, suivant que le jugement sera rendu entre elles en premier ou en dernier ressort. En revanche, il profitera de ce jugement au même titre que les parties principales : il pourra en poursuivre contre elles l'exécution et exciper de l'autorité de la chose jugée.

Pour le paiement des frais, il n'y a aucune dérogation au droit commun : conformément à l'article 130

1. *Traité de procédure*, t. V, p. 713.

du Code de procédure, le tiers intervenant paiera les frais de son intervention s'il est condamné, et il en obtiendra le remboursement s'il est mis hors de cause.

CHAPITRE VIII

LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES

Nous croyons maintenant utile de jeter un coup d'œil sur les législations étrangères, dont plusieurs admettent l'intervention forcée.

Allemagne. — Le Code de procédure allemand a été promulgué le 30 janvier 1877 et révisé le 20 mai 1898. Le titre III de la section II a comme rubrique « Participation des tiers au procès » : c'est en somme l'intervention, sous une autre qualification.

Le Code de procédure allemand distingue deux sortes d'interventions : l'intervention volontaire, qui se subdivise en intervention principale et intervention accessoire, et l'intervention forcée. Mais cette dernière diffère beaucoup de l'intervention forcée telle qu'elle est organisée dans la théorie française.

Aux termes de l'article 72, tout plaideur peut mettre un tiers en cause, s'il croit avoir contre lui un

droit à garantie ou à indemnité, ou s'il redoute une réclamation de sa part. La demande ne s'introduit pas par assignation, mais par une simple notification au tiers que l'on veut voir à l'instance, et il n'y a pas là qu'une différence de formes : dans notre droit, celui qui est assigné en intervention forcée est obligé de venir prendre part au débat ; en Allemagne, la dénonciation de l'instance n'a pas cet effet : le tiers auquel elle est adressée est prévenu qu'un procès où il peut avoir intérêt est engagé, mais il reste libre d'intervenir ou de se tenir hors de l'instance. Cette dénonciation est possible tant qu'il n'est pas intervenu sur la contestation de décision ayant force de chose jugée. Elle s'opère par la signification d'un mémoire écrit indiquant le fondement de la dénonciation et l'état du procès : ce sont en somme les mentions que la jurisprudence française exige dans tout exploit d'intervention forcée. L'adversaire de l'auteur de la mise en cause doit être prévenu, et à cet effet, il lui est donné copie du mémoire adressé au tiers.

Si le tiers auquel est notifiée l'instance intervient, il doit accepter le débat dans l'état où il se trouve au moment de son intervention : il a droit de faire valoir tous ses moyens d'attaque ou de défense et le jugement aura contre lui force de chose jugée. Si au contraire il refuse d'intervenir ou ne s'explique pas, le procès sera continué sans lui.

Aux termes de l'article 76, celui qui est recherché comme possesseur d'une chose qu'il prétend détenir au nom d'un tiers, peut, en dénonçant l'instance à ce tiers avant la plaidoirie sur le fond, refuser de plaider tant que le tiers n'a pas fait savoir s'il se charge du procès à sa place, ou jusqu'à l'expiration du délai accordé au tiers pour faire connaître sa volonté à cet égard. S'il ne fait pas de déclaration dans le délai qui lui est imparti ou s'il conteste la prétention du défendeur, celui-ci est en droit de satisfaire aux conditions de la demande; si au contraire le tiers se charge du procès, la défendeur sera, s'il le requiert, mis hors de cause.

Le Code de procédure allemand ne reconnaît pas au juge le droit d'ordonner d'office la mise en cause de tiers.

Belgique. — Notre Code de procédure imposé par la conquête est encore, en majeure partie, en vigueur en Belgique. Mais de nombreux lois sont venues le modifier sur des points importants, et même une commission extraparlamentaire a été nommée en 1866 pour élaborer un projet complet de révision. Jusqu'ici, seul, le titre préliminaire a été voté, et est devenu la loi du 25 mars 1876.

Le projet de révision comble la lacune du Code sur l'intervention forcée : il l'accorde à l'une et à l'autre des parties et non pas seulement contre celui qui pourrait faire tierce opposition au jugement, mais

aussi contre quiconque aurait un intérêt dans le procès. Mais l'intervention forcée, comme l'intervention volontaire, sera rejetée si elle est de nature à faire subir un trop long retard au jugement de la cause principale. L'intervenant doit communiquer aux parties les pièces dont il entend faire usage, et réciproquement, il pourra prendre connaissance des écritures et pièces par elles produites.

Le projet ne reconnaît pas au tribunal le droit d'ordonner d'office la mise en cause d'un tiers. « Cette opinion, dit l'exposé des motifs (1), est la seule qui soit conforme aux principes de la procédure civile : le tribunal ne peut prendre aucune mesure à moins que l'ordre public n'y soit intéressé. »

Berne. Genève. Fribourg. — Le Code de procédure du canton de Genève (1819) traite de l'intervention volontaire, mais passe sous silence l'intervention forcée, dont fait au contraire mention le Code de procédure du canton de Fribourg dans les articles 71 et 72 que nous reproduisons :

Article 71. — Lorsqu'une des parties estime avoir droit à exiger d'un tiers qu'il soutienne le procès conjointement avec elle, il y a lieu à l'appel en cause suivant les règles de l'évocation en garantie.

Article 72. — Chaque partie peut appeler en cause

1. ALLARD, *Rapport sur le projet de revision du Code de de procédure belge*, page 70.

le mandataire exprès ou tacite de son contradicteur, lorsqu'il a fait des actes relatifs au litige. Dans ce cas, le mandataire est tenu, de même que son constituant, à s'expliquer sur les faits de sa gestion relatifs au procès.

Tout antipossesseur du droit litigieux peut de même être appelé en cause soit par l'auteur soit par le défendeur.

Le Code de procédure du canton de Berne (1846) autorise également celle des parties qui se croit en droit d'exercer envers un tiers une action en garantie ou à fin d'indemnité, à dénoncer l'instance à ce tiers pour qu'il y prenne part.

Hollande. — Le Code de procédure hollandais auquel le nôtre a servi de base est muet sur l'intervention forcée. Quelques auteurs, dont M. Van Boneval Faure que nous avons eu si souvent l'occasion de citer, la rejettent d'une façon absolue, tandis qu'au contraire la jurisprudence l'admet en se basant sur l'article 376 qui semble bien viser en effet l'intervention forcée: « Une partie peut former tierce opposition à un jugement qui préjudicie à ses droits, si elle n'a pas été partie en cause, ni en personne ni par mandataire légal, ou si ceux qu'elle représente n'ont pas été mis en cause ou ne sont pas intervenus. »

Monaco. — Le Code monégasque est du 18 janvier 1818 et ne fait pas mention de l'intervention forcée. Le 1^{er} novembre 1893, M. Hector de Rolland

conseiller d'État et vice-président du tribunal supérieur, présenta au prince de Monaco un projet de révision complète du Code de procédure de 1818 ; voici les articles de ce projet qui ont trait à l'intervention forcée :

Article 386. — Toute personne pourra être assignée à la requête de l'une ou de l'autre des parties, pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir.

Article 387. — L'assignation contiendra, en outre des énonciations requises dans tout exploit par l'article 156, les motifs et l'objet de la demande originale.

Elle sera dénoncée à l'autre partie par déclaration à l'audience, ou, en cas de défaut, par acte d'huissier.

Article 388. — La demande en intervention ou en déclaration de jugement commun ne sera pas reçue, si elle est de nature à faire subir un trop long retard au jugement de la cause principale.

Italie. — Le Code de procédure italien (1865) a posé d'une façon très nette les règles relatives à l'intervention forcée dans les articles 203 et suivants.

Chacune des parties principales, peut appeler en cause toute personne à qui le jugement à intervenir pourrait préjudicier, et elle doit alors notifier cette mise en cause à son adversaire. Mais l'intervention

ne peut en aucun cas, retarder le jugement de la cause principale quand elle sera en état.

L'article 205 permet au tribunal d'ordonner d'office la mise en cause d'un tiers aux poursuites et diligences de la partie qu'il désigne.

CONCLUSION

PROJETS DE LÉGISLATION

Nous avons analysé dans cette étude la nature, les conditions et les effets de l'assignation en déclaration de jugement commun telle qu'elle est appliquée par la jurisprudence, et nous avons vu que si elle est facile à justifier en première instance, sa légitimité en appel, où elle porte atteinte à la règle du double degré de juridiction, ne saurait être admise. Le juge ne peut encore moins ordonner d'office la mise en cause d'un tiers, à raison du rôle passif qu'il joue dans les procès, et où son initiative n'apparaît que dans des cas très limités, ceux où l'ordre public est intéressé. Mais en présence des nombreux avantages de l'assignation en déclaration de jugement commun, qui, en écartant l'application de l'article 1351, permet de réunir dans une seule instance, pour les faire trancher par un seul et même juge-

ment, des contestations qui sans cela auraient fait l'objet de plusieurs procès successifs, l'urgence d'une réforme législative se fait impérieusement sentir : ce moyen de droit doit être admis dans les conditions les plus larges. Examinons donc les différents projets de réforme dont notre Code de procédure a été l'objet, et la part qui a été faite dans chacun d'eux à l'intervention forcée.

Le Code de procédure fut emprunté pour la presque totalité à l'ordonnance de 1667. C'est ce qu'avoue Treilhard dans son rapport au Conseil d'État : « Le but de la commission, dit-il, n'a pas été de créer des dispositions nouvelles ; elle s'est fait au contraire un devoir de maintenir toutes celles qui lui ont paru utiles parmi les dispositions existantes. La procédure devant les tribunaux est empruntée presque en entier à l'ordonnance de 1667. » Cette ordonnance fut certainement un grand progrès à l'époque où elle fut rédigée, mais à l'heure actuelle la procédure lente, compliquée et coûteuse, organisée par elle, et ensuite par le Code de procédure, sont insuffisantes pour la garantie des droits de chacun et assurer la bonne administration de la justice. Aussi à raison de ces imperfections, le Code de 1806 fut-il l'objet de vives critiques, dès son application. Quelques lois sont venues, il est vrai, le modifier sur plusieurs points importants, mais ces réformes partielles sont tout à fait insuffisantes, et une réforme

complète du Code de procédure est indispensable. La question a été mise plusieurs fois à l'étude, et deux projets ont été rédigés, le projet de 1866 et celui de 1898 : malheureusement ces projets qui réalisent de très utiles réformes restent ensevelis, avec tant d'autres, aux archives du Parlement.

Le 8 novembre 1862, une commission extraparlamentaire fut nommée pour dresser un projet de révision du Code de procédure. Le travail de cette commission, qui fut l'objet de deux rapports, le premier le 7 novembre 1866, le second le 8 avril 1868, comble la lacune du Code sur l'intervention forcée. Voici comment s'exprime à ce sujet le rapport adressé au ministre de la Justice : « La commission a introduit quelques dispositions pour consacrer un usage suivi dans la pratique, mais dont la légalité a été plusieurs fois contestée : nous voulons parler de l'assignation en déclaration de jugement commun, sorte d'intervention forcée destinée à éviter les circuits d'actions, et par conséquent à rendre la justice plus rapide et moins coûteuse. Souvent en effet, les conclusions échangées par les parties établissent qu'un tiers peut avoir un intérêt réel à la solution d'un procès ; chacune des parties peut craindre que la décision qui interviendra en sa faveur ne blesse les droits d'un tiers, et ne donne lieu à quelque action nouvelle de sa part. » Le projet permet au demandeur et au défendeur d'assigner en déclaration

de jugement commun toute personne qui a intérêt au litige ; le tribunal compétent est celui qui connaît de la demande originaire, cependant, le tiers mis en cause pourra refuser de plaider ailleurs que devant ses juges naturels, s'il prouve que la demande originaire n'a été introduite que pour l'en distraire. Enfin l'intervention forcée ne peut retarder le jugement de la cause principale si elle est en état.

Le projet reconnaît au tribunal le droit d'ordonner d'office la mise en cause d'un tiers, à la diligence de celle des parties qu'il désignera : il y a là une disposition qu'on ne saurait qu'approuver, puisqu'elle tend à donner au juge une initiative qui lui fait absolument défaut, dans le système de procédure organisé par le Code de 1806.

Le projet de 1866 avait été soumis au Conseil d'État, et les travaux de la section de législation étaient déjà très avancés, mais survinrent les événements de 1870, et les travaux furent interrompus. La réforme fut reprise en 1883, par une commission extraparlamentaire, nommée le 10 juillet 1883, qui utilisa les travaux de la commission précédente. Des projets partiels, élaborés par cette commission, furent successivement déposés en 1886 et 1890, mais ce n'est que le 5 mai 1894 que le projet entièrement achevé fut déposé à la Chambre par M. Antonin Dubost, alors garde des sceaux : après avoir fait l'objet d'un rapport partiel de M. Mougeot, il fut de nouveau

déposé le 25 octobre 1898 à la Chambre des députés, mais n'y fut jamais discuté. La commission a adopté sur l'intervention forcée les textes suivants :

Article 2. — Toute personne peut être assignée à la requête de l'une ou l'autre des parties, pour voir déclarer commun avec elle le jugement à intervenir.

Article 3. — L'assignation est donnée sans préliminaire de conciliation, en la forme ordinaire des ajournements. Elle énonce le motif et l'objet de la demande originaire.

Article 4. — Le tiers assigné en déclaration de jugement commun ne peut décliner la compétence du tribunal saisi de la demande originaire, à moins qu'il ne prouve que cette demande n'a été formée que pour le distraire de ses juges naturels.

Article 5. — L'intervention et la demande en déclaration de jugement commun ne peuvent retarder le jugement de la cause principale si elle est en état.

Vu : le Président de la trèse

CH. MASSIGLI

Vu : le Doyen :

LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BERRIAT SAINT-PRIX. — Cours de Procédure civile, tome I.
- BIOCHE. — Dictionnaire de Procédure civile et commerciale.
- BOITARD, COLMET DAAGE ET GLASSON. — Leçons de Procédure civile, tome I.
- BONCENNE et BOURBEAU. — Théorie de la Procédure civile, tome V.
- BONFILS. — Traité d'organisation judiciaire, de compétence et de procédure en matière civile et commerciale.
- BONNIER. — Éléments de Procédure civile.
- CARRÉ et CHAUVEAU. — Lois de la Procédure civile et commerciale, t. III, n^{os} 199 et suiv.
- GARSONNET. — Traité théorique et pratique de Procédure civile, tome III.
- RODIER. — Questions sur l'ordonnance de Louis XIV d'avril 1667.
- RODIÈRE. — Cours de compétence en matière civile, tome I.
- ROUSSEAU et LAISNEY. — Dictionnaire théorique et pratique de Procédure civile, commerciale, criminelle et administrative, v^o Intervention.

THOMINE-DESMAZURES.—Commentaire sur le Code de procédure civile.

TISSIER. — Théorie et pratique de la tierce opposition.

VAN BONEVAL FAURE. — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1888, p. 462 et suiv.

RÉPERTOIRES

Répertoire général alphabétique de droit français, CARPENTIER, FRÈREJOUAN, FUZIER-HERMANN, v^o Intervention.

Répertoire et supplément DALLOZ, v^o Intervention.

Répertoire alphabétique de droit français, LABORI, v^o Intervention.

Pandectes françaises, v^o Intervention.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5
CHAPITRE I. — Utilité, nature et caractère de la demande en déclaration de jugement commun.	14
CHAPITRE II. — De l'intervention forcée en première instance	21
I. — Qui peut-on forcer à intervenir?	21
II. — L'intervention forcée est-elle légitime?	28
CHAPITRE III. — De l'intervention forcée en appel	37
De l'intervention forcée en cassation	48
CHAPITRE IV. — Les tribunaux peuvent-ils ordonner d'office la mise en cause de tiers?	50
CHAPITRE V. — Formes et recevabilité	57
Tribunal compétent.	57
Formes	58
Conditions de recevabilité.	61
APPENDICE. — D'une forme particulière d'assignation en déclaration de jugement commun	66
CHAPITRE VII. — Effets de l'intervention forcée.	70
CHAPITRE VIII. — Législations étrangères	77
Allemagne	77

Belgique	79
Berne, Genève, Fribourg	80
Hollande	81
Monaco.	81
Italie.	82
CONCLUSION. — Projets de législation	85



